

# Le Libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures. Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER  
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER :
Un an... 48 fr.	Un an... 80 fr.
Six mois... 25 fr.	Six mois... 41 fr.
Trois mois... 13 fr.	Trois mois... 22 fr.
Chèque postal Ferand 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## M<sup>e</sup> Torrès nous parle de Germaine Berton

Nous avons voulu qu'une autre voix que celle habituelle des camarades apporte aujourd'hui aux personnes qui nous lisent des nouvelles de notre prisonnière. Et nous sommes allés interviewer son avocat.



(Photo Henry Manuel.)  
M<sup>e</sup> Henry TORRES

— Les lecteurs du *Libertaire*, cher maître Torrès, seraient heureux d'obtenir de vous des nouvelles de leur camarade Germaine Berton. Depuis une année qu'elle a été retirée du monde des vivants, une seule personne, vous, a pu librement et amicalement s'entretenir avec elle ; s'il est vrai qu'un prisonnier se confie aisément à qui mérite sa confiance, vous êtes à même de donner aux amis de Germaine Berton quelques justes appréciations sur son existence de détenue, sur son caractère et son état d'âme.

— Le voulez-vous ? Ils vous en sauront gré. Je vous répondrai bien volontiers. J'ai, en effet, été le seul, avec mes collaborateurs à m'entretenir avec Germaine Berton, depuis sa longue détention préventive. La famille de ma cliente, qui n'a pas été surprise par cette défaillance de tendresse, s'est désintéressée d'elle, et ses amis n'ont pu obtenir un permis de communiquer avec leur prisonnière, qui s'est trouvée ainsi condamnée pratiquement au secret.

— Lorsque Germaine Berton vous désigna comme avocat, répondîtes-vous sans hésitation à sa demande ?

— Je n'ai pas hésité à accepter la rude mission qui m'était confiée, malgré les responsabilités qu'elle implique, et les déchaînements de violence qu'elle pouvait comporter pour moi. A l'appel de Germaine Berton, qui avait fait délibérément le sacrifice de sa vie, quel homme de cœur n'eût pas répondu : « Présent ! »

— Quelle impression fit sur vous Germaine Berton lors de votre première entrevue ?

— Je l'ai trouvée sensible, mais répétée sur elle-même, farouche, un peu amère. Elle exprimait dans une langue d'une rare précision, dépouillée de tous artifices et d'une logique un peu froide, des sentiments ardents. Elle était alors à l'hôpital, sa vie n'était pas hors de danger, la souffrance ne l'avait pas abattue.

— Et depuis, cette impression s'est-elle modifiée, complétée ?

— Elle est comme je l'avais vue, mais elle est quand même une enfant de vingt ans, et depuis, souvent, est apparue la jeune fille avec ses naïvetés et ses élans sous la justicière impitoyable.

— Comment se comporta Germaine Berton durant ces longs mois d'emprisonnement ? A quelles occupations s'adonna-t-elle plus particulièrement dans sa petite cellule de Saint-Lazare ?

— Elle a travaillé, dans la mesure où elle pouvait trouver des matériaux pour contenter ses besoins studieux. Elle a extrait, de la maigre et dérisoire bibliothèque de la prison, où les magazines dépareillés voisinent avec la « Vie des Evêques », et les romans de Bousset, tout ce qui pouvait revêtir quelque intérêt. Elle a lu notamment et commenté une histoire de Charlotte Corday. J'ai pu obtenir du Directeur de la prison qu'elle reçut de moi une arithmétique de l'Enseignement supérieur, qui a presque été son livre de chevet.

— Alors l'adversité ne l'a pas abattue, elle est toujours l'énergique jeune fille que les militants parisiens ont connue et aimée ?

— Oui, mais trempée par l'épreuve.

— Demain, vous allez comparaître avec elle devant le jury parisien ; vous êtes ému, ça se voit. Mais elle ?

— Elle n'a aucune prédilection pour l'appareil de la Justice, ce n'est pas sa faute si elle comparait, puisqu'elle s'est manquée après s'être tirée une balle dans la région du cœur. Mais, comparant, elle est brave, irréductiblement.

— Et maintenant, une dernière question : Êtes-vous confiant, vous, le défenseur ? Croyez-vous, dites, croyez-vous, qu'elle va enfin nous être rendue ?

— Je ne puis pas plus préjuger de mes moyens que du verdict du Jury. Mais j'imagine que celui-ci ne peut rester insensible au courage tragique d'une jeune fille qui s'était, elle-même, promise à la mort, et payait ainsi de sa vie l'attentat qu'elle avait conçu.

Vous n'ignorez pas que ma philosophie politique exclut le geste individuel. Je n'en serai que plus armé pour instruire à la barre, avec d'irréfutables documents, le procès des violences réactionnaires, par lesquelles on voudrait incliner notre peuple, celui de 1793 et de la Commune, à un fascisme démarqué, qui constitue ce qu'il y a de plus odieux et de plus méprisable.

Rude tâche, vous le savez. Espérons. — Merci, maître. Dites à Germaine Berton notre tendre amitié.

## C'est entendu... N'est-ce pas, camarades ?

C'est aujourd'hui que commence le procès intenté à notre Germaine. C'est donc dès aujourd'hui que nous demandons aux compagnons de la région parisienne de venir nombreux tous les jours aux alentours du Palais de Justice.

Ils éviteront de trop causer entre eux — les « curieux » seront nombreux aussi dans les parages — et de donner à la police la plus petite occasion d'intervenir.

Ils seront prudents et calmes — la vie de Germaine Berton étant en jeu — si on ne cherche à les provoquer.

Mais ils se montreront énergiques si les bandes de l'Action Française s'emparent de la rue pour y crier — comme c'est leur intention — « A mort la Berton ! »

Camarades anarchistes, soyez, nous vous en prions, quelques centaines chaque jour à laisser de côté vos occupations et à accourir au rendez-vous que nous vous fixons.

Vous serez récompensés de vos peines quand — les premiers — vous apprendrez l'acquiescement de la chère et grande amie.

— Nous avons reçu hier 116 ABONNEMENTS NOUVEAUX

Ce chiffre imposant démontre l'activité de nos amis. Il faut que ce chiffre devienne NOTRE MOYENNE JOURNALIERE. Camarades, redoublez d'efforts !

## NOTRE FEUILLETON Le Drapeau Noir

En troisième page nos lecteurs trouveront le feuilleton dont nous commençons la publication aujourd'hui : Le Drapeau Noir.

Il ne faut pas toutefois, que les lecteurs du *Libertaire* s'imaginent que ce roman est une œuvre purement anarchiste, écrite par un anarchiste.

Mais nous nous intéressons à la vie des travailleurs, nous préférons à leurs misères, nous sympathisons avec toutes leurs tentatives d'émancipation.

Aussi le Drapeau Noir — récit de la révolte des Canuts lyonnais — est-il un roman qui intéressera tous nos amis.

L'auteur Tony Révillon naquit à Saint-Laurent (Ain) en 1832 et mourut à Paris en 1898. Il fut un fourrieriste convaincu.

On lui doit de nombreux romans, notamment les Bacheliers (1861), le Faubourg Saint-Antoine (1870), le Drapeau Noir (1871), les Aventures d'un Suicidé (1872), la Sépulture (1874), les Convoitises (1875), la Bourgeoisie perversité (1877).

Tous nos amis liront avec un puissant intérêt le Drapeau Noir, roman social.

## LE PROCES CONTRE L'ACTION FRANÇAISE

### C'est aujourd'hui

A l'heure où paraîtront ces lignes, à ce moment matinal où les gens, pressés, vont à leurs affaires, Germaine Berton quittera la noire prison de Saint-Lazare pour entrer dans le sombre tombeau qu'est la Conciergerie.

C'est là que, pendant toute la durée de son long procès, elle vivra, après les séances exténuantes de la Cour d'Assises et les longs interrogatoires du président.

Car c'est aujourd'hui amis, sympathisants et... indifférents que, dans ce box où s'assoient depuis des siècles, le désespoir, la misère, la douleur, sous toutes les formes, incarnés dans la personne des « inculpés », c'est sur ces bancs que prendra place une jeune fille de vingt ans dont l'existence fut déjà bien tourmentée parce qu'elle avait mis son intelligence et son cœur au service des opprimés.

Ce n'est pas à vous ô amis dévoués, ô camarades désintéressés — qui, depuis que cette enfant est enfermée, vous bienlôt un an, n'avez cessé de lui témoigner votre sympathie et votre affection — ce n'est pas à vous principalement, ô hommes libres de toutes tendances que nous nous adressons aujourd'hui dans ce petit journal pauvre et ami des pauvres : c'est à vous, plutôt, indifférents qui lisez n'importe quel feuille, pourvu qu'elle ne trouble votre digestion... que nous écrivons cet article. Il faut que vous sachiez qu'on juge tout à l'heure à midi, et les jours suivants, dans la salle la plus vaste du Palais, une petite jeune fille dont on vous a dit déjà beaucoup de mal, contre laquelle une certaine presse n'a pas craint d'accumuler les pires calomnies, les plus monstrueux mensonges, les plus perfides insinuations.

Le 22 janvier, elle a commis un « crime politique » et c'est de ce « crime » qu'aujourd'hui, devant les jurés assemblés pour examiner son cas, elle doit répondre.

Comme tant d'autres personnes de son âge, elle aurait pu se faire, comme on dit, une « situation », car elle est intelligente et instruite ; comme ses pareilles, elle eût pu « trouver son parti », se marier bonnement et vivre ainsi heureuse et tranquille toute sa vie sans aucun souci et sans aucun nuage.

Au lieu de cette existence paisible, facile, plutôt que de suivre cette route large, spacieuse et ensoleillée, elle prit le petit sentier rocailleux, plein de pierres et d'embûches dans lequel s'engagent les révoltes.

Plutôt que de satisfaire aux ambitions qu'elle eût été en droit d'avoir, elle préféra marcher seule, sans entraves mais confiante en l'idéal pour lequel elle avait fait abdication de toutes les richesses, de toutes les joies, de toutes les satisfactions d'ici-bas.

En accomplissant ce geste, Germaine Berton avait voulu dit-elle « frapper la réaction » — la réaction qui avait fait tuer Jaurès — et c'est en revendiquant hautement la responsabilité de l'acte qu'elle avait commis que cette toute jeune fille répondit aux premières questions qui lui furent posées par le commissaire.

Dès la mort de M. Plateau, elle avait braqué son revolver contre sa poitrine, dans l'intention de se supprimer elle-même. Assez grièvement blessée, elle séjourna quelques semaines à l'hôpital et, dès son affectation à Saint-Lazare, l'instruction commença.

Depuis le 22 janvier — jour du drame — l'« Action Française » n'a pas manqué de déclencher contre notre amie une offensive brutale et continue.

Rien ne lui fut épargné : les insultes les plus ignobles, les injures les plus grossières, tout un vocabulaire de « fortif » et de barrière fut lancé à son adresse.

On insinua même qu'elle était de la police et que le bras qui avait frappé Marius Plateau était... allemand !

Tout à l'heure, quand elle prendra place dans l'enceinte réservée aux « criminels », encadrée de nombreux gardes républicains, un profond silence se fera. Avec respect, on regardera cette enfant de vingt ans qui, dédaigneuse des plaisirs de ce monde, veut se donner en holocauste pour une idée.

Point n'est besoin d'approuver l'acte de Germaine Berton pour la défendre.

Les adversaires de la violence même, éprouveront pour elle de la sympathie la sincérité, l'esprit de sacrifice et d'abnégation de cette jeune fille étant évidents.

Devant toute la réaction dressée contre elle, notre camarade aura à défendre non seulement sa liberté, mais encore toute sa vie, tout son passé, car c'est de la boue aussi hélas ! qu'on ramassa pour lui jeter au visage.

Si Germaine Berton a des ennemis implacables dont la haine tenace la poursuivra jusqu'en Cour d'Assises, elle a aussi — heureusement — de nombreux défenseurs.

Avec les libertaires, des hommes, appartenant à toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique de gauche viendront dire à la barre ce qu'ils pensent des procédés et des méthodes de l'Action Française et des buts qu'elle se propose en ce pays, d'atteindre.

Cette levée en masse de ces hommes dont la plupart sont aussi des adversaires, doit nous réconforter et nous mettre du baume dans le cœur.

Germaine Berton sera sauvée !

## CONTRE LA VIE CHERE

### Une démonstration imposante

Répondant à l'appel de leurs organisations syndicales, les fonctionnaires, travailleurs et agents des administrations et services publics se sont trouvés fort nombreux hier soir au rendez-vous qui leur avait été fixé.

C'était difficile d'évaluer le nombre des manifestants. Il y en avait tout autour de la place de l'Opéra, laquelle était interdite par des barrages, sur la Chaussée-d'Antin, le boulevard Haussmann, la rue Scribe, la rue Daumou, la rue Louis-le-Grand. Des files et des cipayes en réserve, il y en avait jusqu'à la Madeleine, à la gare Saint-Lazare, au Théâtre-Français et même au carrefour Montmartre.

A partir de 18 h. 30, la circulation devient difficile pour les piétons, impossible aux voitures. Les taxis et les autobus sont déviés dans les voies adjacentes. Pendant vingt minutes, c'est un concert assourdissant dans la Chaussée-d'Antin où les conducteurs immobilisés s'amuse à faire crier les trompes.

Le gros des manifestants se trouvait derrière l'Opéra, dans la rue Halévy. Des milliers de poitrines réclament le 1.800 fr. et conspuent Poincaré. Une colonne importante se met en route, si l'on peut dire, à travers les diverses et nombreuses voitures à l'arrêt en chantant l'« Internationale ».

Les files y vont mollement pour faire circuler. Mais néanmoins, pourquoi cette attitude ? Ont-ils déjà oublié leur manifestation à eux, le 11 décembre, place de l'Hôtel-de-Ville et place de la Concorde ?

Ont-ils oublié les sanctions prises contre une cinquantaine d'entre eux ? A en croire l'« Humanité », on pouvait compter sur eux ? Va le faire fiche ! Les files restent les files. Quant à nous, nous n'avons eu aucune illusion sur les défenseurs de l'ordre capitaliste.

Les gardes à cheval viennent à la rescousse des agents. Une mêlée s'ensuit. Il y a une dizaine d'arrestations, et dans le nombre se trouverait le camarade Peltier, des P.T.T. Nous ne savons si ces arrestations ont été maintenues.

A 20 heures, il y avait toujours aux carrefours des paquets de cheptel donnant l'illusion d'un champ de foire dans ce coin si animé.

On peut dire que les organisateurs ont eu une bonne idée de faire leur démonstration à cet endroit et en ce moment. Leur appel a été entendu. Le luxueux quartier a été embouteillé pendant une heure. Les victimes de la vie chère ne se contentent plus de murmurer tout bas en se serrant la ceinture.

Vont-ils continuer ? Savent-ils tous que les 1.800 fr. ne s'obtiendront que par l'action directe ? Savent-ils tous que la crise ne sera pas résolue par des augmentations de salaires ? Pourtant ! L'action commencent à se continuer vigoureusement. Les organisations syndicales — et elles seules — se doivent de rechercher l'unité sur ce terrain comme sur d'autres et entraîner derrière elle la grande partie des misérables.

## Comment Philippe Daudet est-il mort ?

### LE MOUCHARD FLOTTER SE DEMASQUE

Dans une interview qu'il a donnée au « Matin », le mouchard Flotter, malgré ses hypocrisies, se démasque tel que nous le décrivions dans le *Libertaire* d'hier.

Après avoir éprouvé le besoin de déclarer : « Je ne suis pas partisan de la manière forte, ni des « martyrs ». Les gestes de Bouvet, de Germaine Berton ne m'ont rien... » l'immonde personnage essaie de s'excuser dans des termes qui le classent définitivement dans la catégorie des plus ignobles, des plus bas dénonciateurs de police.

Après le départ du jeune homme, je me mis à table. Les paroles, les confidences que je venais d'entendre m'obsédèrent pendant le repas. Mon devoir d'homme était d'empêcher ce jeune inconnu de commettre une folie, un attentat. Qui voulait-il tuer ? Il ne m'avait prononcé aucun nom.

Comment mettre dans l'impossibilité de nuire celui que je considérais comme un énergumène ? Je ne vis que cette solution : le jeune client était porteur d'un brownie ; il n'y avait qu'à le faire appréhender pour port d'arme prohibée, lors de sa venue à mon magasin, si toutefois il y revenait.

Je ne suis pas de la police, mais je connais M. Lannes, contrôleur général administratif à la Sûreté générale. Il habite non loin de chez moi, boulevard Richard-Lenoir ; il vient souvent m'acheter des livres et fureter dans mes casiers de bouquins d'occasion. Un commissaire de la police judiciaire habite également à quelques mètres de mon magasin.

Je me décidai à aller trouver mon voisin et client M. Lannes. A 13 heures j'étais à son domicile particulier. Je lui exposai la visite reçue et les propos tenus. M. Lannes me questionna sur le signalement du jeune homme :

« — Il est assez grand, paraît âgé d'une vingtaine d'années, répondis-je. J'ai remarqué qu'il avait de grands pieds. Il porte une casquette grise, je crois, et un pardessus beige. »

« Je m'étais, hélas ! mépris grossièrement sur la couleur du pardessus et ce détail fit que plus tard le jeune homme suspect devint échapper aux policiers embusqués non loin de mon magasin. »

« Au cours de ma conversation avec M. Lannes, j'émis l'hypothèse que le jeune « mandaté » avait sans doute l'intention d'attenter à la vie de MM. Millerand, Poincaré ou Daudet. »

« M. Lannes décida de se rendre aussitôt à la Sûreté générale, afin de prendre toutes dispositions utiles, puis je regagnai ma librairie. »

« Un peu avant 15 heures, je constatai qu'une « souricière » était établie aux abords de ma boutique. Elle n'était d'ailleurs nullement discrète. Des hommes, par groupes de deux ou trois, stationnaient sur le trottoir même et d'autres groupes déambulaient lentement, faisant la navette entre la place de la Bastille et la rue du Pas-de-la-Mule. »

« De nombreux clients vinrent chez moi dans l'après-midi. Tous étaient dévisagés à leur entrée et à leur sortie par les inspecteurs en surveillance dehors. »

« Il était 16 heures quand je vis pénétrer le jeune homme dont les projets motivaient cette mobilisation de la police. »

« Il s'avança vers moi. D'une voix nerveuse et saccadée il me souffla :

« — Ta boutique est surveillée ; il y a des « mouches » tout autour. Je suis « filé » depuis la Bastille. J'ai envie de tirer dans le tas et d'en tuer deux ou trois. »

« Un client se trouvait dans le magasin. Je fis pénétrer le jeune homme dans l'arrière boutique. Encore une fois je lui fis entendre des paroles de raison. »

« — Pourquoi tuer ? Tu descendras des files, il en reviendra vingt. Tu assassineras un homme politique, un autre le remplacera. »

« Au paroxysme de l'exaltation, le jeune homme sortit son revolver et s'apprêta à quitter son pardessus, disant : »

« — Si, laisse-moi : je veux en descendre... »

« Je réussis à calmer le violent qui rajusta son pardessus à demi enlevé et remit son revolver dans sa poche. »

« — Ce que tu as de mieux à faire, lui dis-je alors, c'est de partir bien tranquillement : retourne chez toi. Tiens, voilà de l'argent. »

COMPARAISONS !

Ainsi le crapaud malaisant à l'audace de dire qu'il n'est pas de la police, au moment même où il avoue ses relations avec toute la Sûreté générale, à l'instant où il vient de raconter comment il livra notre pauvre petit Philippe...

Et c'est à ça que Léon Daudet ose comparer notre ami Georges Vidal. C'est à ce monstre de trahison, puisant toutes les vilénies morales, qu'il assimile notre compagnon, dans ces termes :

Le sieur Le Flaoutier apparaît comme placé, à l'heure de l'accomplissement du crime, dans la même position que le sieur Vidal, administrateur du « Libertaire » à la minute du déclenchement de la machine criminelle. Il est, au samedi, ce que Vidal est au jeudi. L'un et l'autre, anarchistes et indicateurs, ont la main sur le téléphone communiquant avec la Sûreté générale. Je m'en tiens, actuellement, à cette constatation de fait.

Tout de même, malgré toute la haine et le dégoût que nous inspire le directeur de l'« Action Française », malgré la conviction que nous avons de sa folie politicienne, une affirmation si grossière pourrait laisser un certain goût d'amertume, quand on sait qu'elle peut être lue par d'autres hommes qui, eux, ne sont pas fous...

Merci, SEVERINE !

Mais voici, heureusement, de quoi nous empêcher de désespérer de l'intelligence et de la sincérité des journalistes de la grande presse. Séverine, presque seul de tous ses confrères dit, à ce sujet, clairement, hautement ce que tant d'autres pensent tout bas. Dans l'« Ere Nouvelle » d'hier elle écrit :

Moi, j'ai découvert autre chose, d'ordre psychologique, que celui l'exclusion de l'action judiciaire pour ne le rendre passible que de l'espion.

Ces messieurs de l'Action Française se sont étonnés de l'amitié prompt, en coup de foudre, pourrait-on dire qui la de suite Philippe Daudet à Georges Vidal. Il est évident qu'ils « cordèrent », comme on dit dans les ateliers, à première vue. Et les regrets du survivant tintent juste. Il pleure comme un ami d'enfance le jeune pas sent qui n'avait fait que traverser sa vie. En réponse, des injures, des soupçons, des accusations catégoriques d'assassinat. C'est tout dit, — et la moindre preuve ferait

beaucoup mieux l'affaire du juge d'instruction. « Cannibales » n'a de signification qu'au cas d'anthropophagie avérée.

Le jeune Daudet a quinze ans, le jeune Vidal en a vingt. L'adolescence connaît ces engouements subits, qui préludent parfois, à une amitié de toute l'existence ; le plus souvent, ne durent que le temps d'une saison.

Celui-ci n'a pas tué. Celui-là, ce n'est pas possible ! Ils se sont trop compris pour qu'il y ait eu, entre ces deux jeunes êtres, rien d'autre que la plus subtile et la plus pure amitié !

Nalae tant qu'on voudra, bête même, s'il vous agréait ! Mon vieux cœur frémit de pitié devant la fin lamentable du petit Philippe, mais sans admettre que soit sacrifié à ses mânes son méchisme innocent !

#### PUJO, LE PERSPICACE...

Maurice Pujol est un fin psychologue. Dans l'A. F. de ce matin, il prétend à la lecture de notre brève note de la veille : « C'est avec une certaine curiosité qu'hier matin nous avons ouvert le Libérateur. La feuille des assassins anarchistes qui, jeudi dernier, bouffonnait devant notre affirmation que l'un des siens avait avoué la Sûreté, n'est pas fière. On peut même dire qu'elle est effondrée ».

L'imbécille ajoute que, dans notre note de dimanche, nous présentons Le Flaouter comme « un libraire quelconque du boulevard Beaumarchais » et que nous résumons « en quelques lignes cette déposition sans souffler mot de sa visite à la Sûreté ».

Le malheureux partisan du Roy ignorait que n'ayant pas de rapports, comme lui-même, avec les gens de justice et de police, nous ne pouvions posséder aussitôt que lui le compte rendu de la déposition du mouchard Flouter. Ce n'est qu'au moment de faire descendre la forme de notre première page — vers les minuit — que nous sûmes par un confrère le communiqué du Palais à ce sujet et, devant le manque de détails, nous ne pûmes que poser des points d'interrogation à ce sujet.

Quant au chantage, personne chez nous n'a l'habitude d'en faire. Pujol confond Libérateur et Action Française. Nous n'avons pas non plus l'habitude de nous le laisser faire « au chantage ». Et ni Pujol, ni la Préfecture, ni Daudet, ni la Sûreté Générale, ni aucun mouchard, ni aucun politicien ne pourra nous empêcher de dire tout ce que nous savons et tout ce que nous pensons à propos des faits de la vie.

Notre numéro d'hier, Monsieur Pujol, le prouve surabondamment ; à vous et à tous vos pareils — de quelque parti qu'ils se réclament, de quelque protection qu'ils jouissent.

## Avec Elle

Dans quelques heures, notre amie sera dressée face à ses juges.

Nous, qui avons été poursuivis et condamnés pour avoir pris sa défense, nous affirmons encore que ce sont les appels au crime de guerre, chaque jour renouvelés par les royalistes (?) d'Action Française qui ont poussé Germaine Berton à accomplir un geste contre lequel se révoltait son âme sensible. Aussi, tendons-nous à répéter qu'aujourd'hui comme hier, et au moment de l'épreuve terrible que va subir sa nature de frêle jeune fille, nous demeurons fraternellement à ses côtés.

La sympathie que nous ont manifestée les écrivains d'avant-garde, et même quelques autres, qui quoique éloignés de notre idéal avaient su se placer moralement au-dessus des haines de classes, nous prouve que nous avons agi sagement, en n'écoulant que la voix de notre conscience.

Les réfractaires que l'on compare aux pires criminels n'ont pourtant qu'un idéal tout de bonté. Ils désirent ardemment que le peuple douloureux des pauvres voit un jour se substituer à son existence de paria, une ère de bonheur née de la fraternité des hommes.

Germaine Berton, révoltée de vingt ans, n'a jamais voulu autre chose que cela. C'est pourquoi nous, ses frères de misère, nous l'aimons et la défendons contre ses insultes.

Louis Loréal, Pierre Lentente, Brutus Mercereau.

## Aux Groupes, aux Militants

Des affiches ayant été éditées pour annoncer la parution du Libérateur quotidien et le procès Germaine Berton, nous avons expédié un certain nombre de ces affiches à nos amis de province et à tous les groupes adhérant à l'A. F.

Nous comptons sur l'esprit de dévouement de tous pour faire apposer ces affiches dès leur réception.

## En peu de lignes...

#### UN MORUTIER DESEMPARE

Le remorqueur de haute mer « Marius-Chambon » a quitté le port de Marseille se rendant aux Açores, où il va prendre en remorque le morutier « Rubens », désemparé. Le « Rubens » sera amené à Port-de-Bouc.

#### ÉBOULLANTEE !

La petite Albertine Follet, âgée de 21 mois, dont les parents habitent Faubourg Saint-Maurice, à Amiens, est tombée dans un chaudron d'eau bouillante déposée sur le sol de la cuisine. Grièvement brûlée, elle est morte peu après.

#### DES FILS QUI... FIENT

Sur la ligne de Limours, près de Massy-Verrières, une douzaine de fils électriques ont été sur une longueur de 70 mètres coupés et... emportés. On enquête.

#### ACCIDENT MORTEL

La petite Gullin, 12 ans, habitant Morsang-sur-Orge, jouait avec une des camarades du même âge. Cette dernière manipulant un fusil de chasse la tua accidentellement.

#### DES OBJETS D'ART DISPARAISSENT

Des objets d'art, dont on n'a pu fixer la valeur, ont été volés chez M. Jean Guiffroy, inspecteur au ministère des Beaux-Arts, et qui habite le château des Missionnaires, à Fontenay-le-Fléury.

## AU HASARD DU CHEMIN

### Propos d'un Paria

Tout arrive. Il suffit, comme disait l'autre, de savoir attendre. Nos parlementaires ont fini, après de laborieuses recherches, par découvrir la vie chère. Le résultat de cette constatation s'est traduit aussitôt par une série de mesures toutes aussi opportunes qu'efficaces. Citons, par exemple, l'augmentation du prix du pain, du lait, le droit aux pauvres propriétaires de renchérir les loyers, etc. Nul ne se permettra, désormais, de mettre en doute l'utilité du parlementarisme et sa capacité de résoudre — et comment ! — tous les problèmes sociaux. Et c'est avec enthousiasme que les pères, les mères, accompagnées de leurs gosses, et suivies par les célibataires, vont se ruer aux urnes pour remercier leurs désintéressés bienfaiteurs.

Le Conseil municipal, cette autre émanation du suffrage universel et de la « souveraineté populaire », a tenu lui aussi à bien faire voir au troupeau béant des électeurs qu'il n'avait pas plus de « retard » que le « pouvoir législatif ». Il a découvert, lui, cette autre calamité : l'insalubrité des logements parisiens et plus particulièrement de ceux habités par la classe ouvrière.

Qu'est-ce qu'une maison insalubre ? M. Rosland, conseiller municipal, l'explique en ces termes :

« En principe, une maison est insalubre lorsque la moyenne de mortalité par tuberculose de ses habitants est supérieure à la normale de la population parisienne. Comme les causes principales du développement de la tuberculose sont — à part l'alcoolisme — le défaut de lumière et d'air, ces maisons se trouvent dans certains quartiers et dans certaines rues particulièrement sombres où la population est massée en des logements trop étroits. Voilà pourquoi il y a des « îlots » de maisons insalubres. »

Il existe, parait-il, dans Paris, 17 de ces îlots, comprenant 4.290 maisons.

186.594 personnes habitent ces foyers de pestilence.

Aussi, le Conseil municipal s'est-il décidé à agir énergiquement. Il a voté un crédit de 21 millions qui servira à démolir 93 maisons faisant partie de l'îlot insalubre n° 1.

Il faut bien, n'est-ce pas, commencer par le commencement.

On ne nous dit malheureusement pas dans quelles habitations claires et aérées vont être installés les malheureux si opportunément délogés.

Si l'on réfléchit que sur ces 93 maisons qui vont être livrées à la pioche des démolisseurs il y a 77 hôtels meublés, il est permis de se demander si les habitants de ces affreux laudis ne vont pas être obligés de se réfugier dans d'autres locaux tout aussi insalubres.

Je connais une famille de six personnes qui s'entasse dans une seule pièce. Elle y prend ses repas et son repos. La maison qu'elle habite n'est pas classée comme insalubre. Il n'empêche que l'air respiré par ces malheureux n'en est pas moins vicié.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas démolir ces 93 maisons sales, noires, humides, dépourvues d'air et de lumière.

Je suis plutôt d'avis qu'il faudrait les démolir toutes. Le chiffre officiel de 4.290 est sans doute un minimum.

La première besogne des révolutionnaires sera justement de procéder à cette besogne d'assainissement général.

Ce ne sont pas les logements clairs et aérés qui manquent ! Il y a, dans certains quartiers, de vastes immeubles dans lesquels les riches sont vraiment trop à l'aise.

Il y a les banques, les palaces et une quantité d'autres locaux qui, désaffectés de leur actuelle destination, pourraient servir de plus utile façon en abritant les hommes devenus libres, égaux, fraternels, sains d'esprit et de corps.

Voilà une suggestion que je soumets à ces messieurs du Conseil municipal.

Pierre MUALES.

#### En plein gâtisme.

Contentons-nous ici de reproduire un passage de l'article de Maurice Pujol dans l'A. F. d'hier :

« Mais comme les faits l'ont démontré, hier, les anarchistes sont aux mains de la Sûreté Générale : ce ne peut être sans sa permission qu'ils ont osé cette menace (il s'agit ici de la note demandant aux copains de faire respecter Germaine Berton pendant la durée du procès). Nous avertissons donc M. Maunoury : il est ministre de l'Intérieur ; au cours de la semaine qui commence, c'est lui qui sera responsable de l'ordre. »

Ainsi, et cela à deux lignes d'intervalle, M. Pujol affirme tout d'abord que la Sûreté et nous ne faisons qu'un, et, ensuite, demande à la Sûreté de le protéger contre nous...

Ah ! Monsieur Pujol, « pour réparer des ans l'irréparable outrage » et pallier à la marche ascendante du gâtisme, que pourriez-vous faire ?

#### \*\*\*

#### Selon l'usage...

Dans tous les journaux on peut lire la note suivante : « La dépouille mortelle du grand peintre Steinlen, a été solennellement incinérée, hier matin, au colombarium du Père Lachaise. »

Ainsi, Steinlen, mort dans la misère, a été solennellement incinéré... Vivant, on l'a laissé crever dans un coin ; mort, on dépensera pour lui, ce qui lui eût permis de se soigner et de vieillir.

Quand donc cessera-t-on de préférer la charogne à l'homme, le cadavre à l'artiste ?

#### \*\*\*

#### La petite escroquerie.

L'Action Française pourrait-elle dire quelles sont les raisons qui lui font dater plusieurs fois le même numéro ? Comment se fait-il que les lecteurs qui achetaient hier le numéro daté « lundi » avaient la surprise

de se voir donner l'Action Française de la veille ?

L'Action Française croit-elle inspirer un intérêt assez puissant pour que le public lise et relise le même exemplaire ? ou bien est-ce là une petite « combine » pour faire rentrer un peu plus de monnaie dans la caisse de Jeanne d'Arc ?

#### \*\*\*

#### La jaunisse chez les flics.

Les journaux bien pensants publient un communiqué assez cocasse, émanant « des membres du bureau des médaillés militaires de la préfecture de police », réunis extraordinairement le 15 courant. »

Le voici textuellement :

« Indignés des événements qui se sont produits le 11 décembre dernier, réprouvant les agissements de certains égarés, envoyés à leurs chefs l'assurance de leur indéfectible attachement et de leur entier dévouement. »

« Le président : HOLLANDER, »

« brigadier du 17<sup>e</sup> arrondissement. »

Le brigadier du 17<sup>e</sup> appartient bien à cette catégorie de lèche-culs qui n'ont pas le courage de revendiquer, mais qui sont très heureux de bénéficier des avantages obtenus.

Si le mouvement réussit, les jaunes en profitent. S'il ne réussit pas, ils espèrent obtenir quelques miettes par leur servilité.

Ceci dit pour la jaunisse en général, le mouvement revendicatif des policiers appelle quelques commentaires.

C'est un signe incontestable de vie chère et d'impossibilité de joindre les deux bouts dans les budgets modestes.

Le sacro-saint principe du respect de l'autorité et de tous les préjugés et maux qui en découlent est sérieusement saboté. C'est un symptôme indiscutable de décomposition du régime bourgeois.

#### \*\*\*

#### La grenouille et le bouf.

Chaque fois que le petit Raynaud (Henri), le Benjamin de la Grange-aux-Belles, écrit ou parle, je ne peux m'empêcher de penser à la fable de ce brave La Fontaine.

Notre bambin communiste a un mérite incontestable : c'est de pouvoir se gonfler colossalement sans éclater. Je ne parle pas des éclats de rire qu'il doit provoquer chez ses auditeurs et lecteurs.

Hier, dans l'Humanité, à propos des assurances sociales, il nous informe avec un grand sérieux que « la C. G. T. Lafayettiste » a fait dans la ligne réformatrice qu'elle suit depuis quelque temps ». Quelle découverte !

Autre trouvaille. Cette loi est une « véritable machine de conversation sociale ». Le type a certainement aidé l'écrivain à composer cette phrase humoristique.

Karl Marx, revendiqué comme prophète par la tribu ou Raynaud joue au caïd, avait trouvé la loi d'airain. Son clairvoyant disciple a trouvé mieux : « la loi fatale des incidences fiscales ».

Si avec ce charabia-là les camarades conscients, unitaires et organisés ne se font pas une opinion lucide du projet Grenda, c'est à douter du Grand Soir.

Allons, les réformistes ont beau jeu avec des adversaires aussi terribles que le terrible caporal Tom-Pouce.

#### \*\*\*

#### Il y en a même deux.

Dans l'originale pièce que l'on représente actuellement à la Maison de l'Œuvre, l'existence de Dieu est discutée par les héros : David et Dmitri.

Or David, au moment précis où il paraît accablé sous les bourrades du faible Dmitri, fléchit soudain et reconnaît, vaincu, l'existence de Dieu. Que s'est-il passé ? Simple : que dans un mouvement sa main a rencontré le sein de la fraîche Rosi, la fille du ténancier.

— Oui ! oui ! s'écrie-t-il, il y a un Dieu... Il y en a même deux !

Voici, en effet, une preuve irréfutable et... bien païenne de l'existence de Dieu. Gageons que n'y pensèrent jamais les plus fameux contradicteurs de Sébastien Faure : de l'abbé Desgranges à l'abbé Violet.

## LES THÉÂTRES

\* Philippe Soupault fonde un Théâtre des Marionnettes. Au programme de ses représentations qui auront lieu au Théâtre Duncan, rue du Collège : Le petit Poucet, par Pierre-Albert Birot ; Le Gant égypte, par Oscar Wilde ; La Princesse Turandot ; La Tempête, de Shakespeare ; Les Mamelles de Tirésias, d'Apollinaire. Ces marionnettes auront plus d'esprit que la plupart de nos vedettes en chair et en os...

\* Jeudi prochain aura lieu, au Théâtre des Arts, la répétition générale de la nouvelle pièce de Maurice Maugré : L'Ingrate, étude psychologique des gens du Midi. C'est la première œuvre dramatique en prose de l'auteur de La Mort enchaînée, d'Arlequin et de Sun.

\* L'Atelier de Charles Dullin a avancé la date de la générale fixée au vendredi, en matinée. Elle aura lieu ce soir. MM. Lucien Arnaud, Ed. Beauchamp, Jean Marchat, Hermantier, Marcel Achard, Miles E. Longuet et Jacqueline Hopstein seront les principaux interprètes de L'Homme rouge, de A. Carrière, et de Voulez-vous jouer avec moi ? de Marcel Achard, qui composent le nouveau spectacle de l'Atelier.

\* Le Théâtre des Mathurins donnera, demain mardi, aux Artistes Parisiens, une matinée gratuite de La Huitième Femme de Barbe-Bleue.

\* À la Maison de l'Œuvre, Lugné-Poe vient de monter une pièce extraordinaire d'un auteur nouveau. C'est L'Autre Messie, de Henry Soumagne. Sous une forme anecdotique, par images mouvementées, l'auteur ne s'y occupe pas de l'amour à deux ou à trois, mais de l'existence de Dieu.

La conclusion de L'Autre Messie est une négation scientifique de la foi religieuse. Mais tout ceci a le mérite de rester, malgré tout, du théâtre, du bon théâtre, c'est-à-dire une distraction de l'esprit.

\* Après l'œuvre de Xavier Leroux, La plus forte, qui constituera le prochain nouveau spectacle de l'Opéra-Comique, ce sera L'Appel de la Mer, de M. Henri Rabaud, qui passera vers le mois de mars. L'Opéra-Comique fera probablement encore une création avant la fin de la saison. La comédie lyrique de M. Florko Richman, Les Amants de Venise, ne passera qu'au début de la saison prochaine.

## REVEILLONS le quartier latin

L'Étudiant, à son premier contact avec les groupements révolutionnaires, sent autour de lui une défiance qui s'accompagne souvent d'une sourde hostilité.

Bientôt, cette cordiale et virile camaraderie, que seuls peuvent connaître les anarchistes, que l'on chercherait vainement en tout autre groupe, s'étend jusqu'à lui, l'enveloppe, en fait le compagnon sûr de trouver toujours appui et réconfort, prêt à prouver de même son affection et sa sincérité.

Mais il s'est senti blessé de l'impression première, il s'est révolté de ce qui était pour lui une injustice, et, par esprit de corps — cet esprit de corps qui unit avec force les hommes d'un même métier, d'une même activité, plutôt, — identifiant l'ensemble des étudiants avec lui-même, il évoqua, par protestation, l'histoire révolutionnaire du Quartier Latin, l'échec de la révolution, l'indépendance et le frondeur, vêtu de guenilles, crevant de faim, discutant philosophie, parlant latin, truant avec cela, l'escholier, fantaisiste ivre de liberté, terreur du bourgeois, qui malmenait les hommes graves et puissants, faisait trembler la Prévoyé, toujours au premier rang des émeutes que la torture, l'incarcération et la famine provoquaient presque chaque jour ; plus tard, les disciples des théoriciens audacieux, en qui se réfugiaient, pendant les siècles d'asservissement populaire, l'indépendance et la haine de l'autorité, et qui préparaient lentement la révolution ; plus près de nous, les émeutiers de 1830 et de 1848, plus près encore les énergiques soutiens de l'Anarchie, en sa période héroïque.

Le Quartier Latin n'a-t-il pas gagné sa place dans l'histoire de l'émancipation populaire, avec Saint-Antoine, Saint-Denis et Saint-Martin ?

Sans doute, mais c'est là de l'histoire.

Depuis quelques années, l'Université semble être devenue un foyer de réaction, ou, tout au moins, d'inaction : certains étudiants ont nettement pris position contre la classe ouvrière (grèves de mai 1920, Ligue Civique) ; les autres ont laissé faire, ont accepté les brimades de quelques énergumènes à la fleur de lys, et, par là-même, ont mérité dé fiance et mépris.

Pendant longtemps, on a considéré, et beaucoup considèrent encore le groupe d'Action Française comme le plus puissant, et, par abusive extension, la majorité des étudiants gagnés aux théories royalistes. En fait, le groupe des étudiants d'A. F. est incontestablement le plus puissant, pour cette raison péremptoire qu'il est le seul qui ait une réelle existence, dont les membres se connaissent, se réunissent régulièrement, se concertent sur l'action qu'ils entendent mener, savent où se retrouver en cas d'alerte, assurés, au surplus, d'avoir dans la police, le plus sûr des appuis.

Il n'en demeure pas moins certain qu'ils ne constituent qu'une très faible minorité parmi les étudiants, laquelle possède, cependant, une incontestable force, du fait qu'aucun groupement ne lui peut être opposé.

Ne parlons pas de la « Jeune République ». Les aimables jeunes gens que couve d'un œil attentif leur bon pasteur, Marc Sangnier, seraient bien empêchés d'exposer leurs précieuses personnes à des caresses un peu rudes, autant qu'inhabituales. Et, d'ailleurs, Christ n'a-t-il point recommandé de tendre l'autre joue, sans doute par raison de symétrie, et même... toutes les joues ?

Les Étudiants communistes, naguère encore groupés — ah ! ces réunions dans le petit local romantique de la rue Grégoire-de-Tours ! — ont dû se disperser sous les ordres impératifs de Moscou, ont abandonné toute propagande chez les étudiants, convaincus, d'ailleurs, de sa parfaite inutilité.

La Section Universitaire de « Clarté », constituée, en pleine bataille, il y a un peu plus de 3 ans, par des hommes comme Barbusse, Raymond Lefèvre et d'autres, après une belle période d'activité rejeta les principes qui avaient présidé à sa fondation, mentit à ses espérances, sombra dans le communisme autoritaire qui eut tôt fait de la conduire à la ruine. Ses adhérents regagnèrent d'autres groupes, P. C. ou Fédération Anarchiste.

Un essai de « Comité d'Action Universitaire », lequel prétendait unir la gauche et l'extrême-gauche dans le seul but de faire échec aux camelots du Roy, échoua pitoyablement.

Et depuis deux ans, rien n'a été fait.

Un examen rapide de la population actuelle de l'Université de Paris semble tout d'abord justifier ces échecs successifs.

La guerre a conduit en Sorbonne nombre de fils d'épiciers, de fabricants d'obus et de profiteurs de divers acabit qui apportent à leurs études le même esprit (si j'ose découvrir de ce vocable leur intellect racorni) qui les eût fait briller dans l'art de débiter le bouffin, mouiller le lait ou vendre du suif en guise de beurre, à des prix défiant toute concurrence. Ils ingurgitent par tranches les morceaux de philosophie découpés à leur intention, apprennent par cœur Descartes et Victor Cousin, s'ébahissent devant la formule chimique de la saccharine, que madame leur mère prodiguait à ses clients quelques années auparavant, s'extasient sur les lois par quoi monsieur leur père put voler — et tuer — les pauvres gens. Ceux-là sont appelés à illustrer la magistrature à plat ventre, le journalisme des maitres-chanteurs et le palais Bourbon. Ne parlons pas de cela. Au surplus ne sont-ils qu'en nombre assez restreint.

Étudiants d'A. F. et communistes, mis à part, la grande majorité des étudiants semble gagnée à l'idéologie de ce qu'on appelle par euphémisme la « bourgeoisie avancée » et par euphémisme les espoirs que le bloc des gauches met en elle. On peut s'étonner à bon droit, qu'à l'âge des ardeurs et des convictions généreuses, la mentalité des « hommes d'eau plate » ait pu avoir telle séduction. L'explication de cette anomalie se trouve dans cette anomalie elle-même.

Ils ont honte de leur jeunesse. Ils ne redoutent rien tant que de mériter, aux yeux des hommes graves, l'épithète d'impulsifs, de voir mis sur le compte d'un âge un peu trop tendre au gré des valetudinaires, des opinions réputées excessives.

Prénant pour la maturité de l'esprit ce

qui est, en fait, sa sénilité, ils se gardent soigneusement aussi bien de la générosité du cœur que de celle de l'esprit, de l'éclat de la pensée que de l'élégance du geste, et banissent de leur vie la divine Fantaisie. « Tout cela n'est pas... sérieux. »

Mais conscients de leur rôle futur dans l'État, ils disputent compendieusement des combinaisons électorales, et redressent l'échine avec fierté lorsque tel parlementaire vient saluer en eux les républicains dont les fils, demain, engraisseront de leurs cadavres les champs du paysan.

Ils n'ont qu'indifférence méprisante — mais savent-ils ce qu'est le mépris ? — pour tous les « en dehors » qui se soucient peu de l'approbation des hommes gens, qui ont le courage de leur jeune virginité, agissent comme ils pensent, puisent ce qu'ils disent, et conservant en eux la flamme de la révolte, embrassent l'Anarchie que notre révérend compagnon Laurent Tailhade magnifiait en ces termes, il y a quelque vingt ans :

Anarchie ! ô porteur de flambeaux !

Chasse la nuit, écrase la vermine.

Et dresse au ciel, fut-ce avec nos tombeaux

La claire Tour qui sur les flots domine !

Est-ce à dire que le Quartier Latin soit mort à l'indépendance, que toute ardeur révolutionnaire soit éteinte en lui, qu'aucun espoir de réveil ne puisse être caressé ?

Eh bien, non ! D'abord, les anarchistes convaincus, conscients d'eux-mêmes, sont plus nombreux qu'on ne croit : ils sont dispersés, s'ignorent les uns des autres, et portent, en dehors de l'Université, leur activité révolutionnaire.

Il s'agit d'abord de grouper ceux-là, pour que nous puissions nous compter... avant la lutte.

Et les autres... Beaucoup ont en eux, souvent insoupçonnées les qualités de générosité, d'élégance et de raison qui doivent les amener un jour à nous.

On ne frémente pas impunément les philosophes antiques et médiévaux. Les écrivains ardents et purs ne manquent pas de disciples. Les exemples héroïques de ceux qui se sacrifiaient pour leur cause, émeuvent dans leur chair et dans leur esprit vos propres enfants, ô bourgeois calamiteux et patentes ! Réservant presque à vos seuls fils l'instruction supérieure à quoi tous les hommes ont droit, l'ordre social, qui devait assurer la pérennité de vos privilèges, se retourne contre vous. Des mondes éternels montent à mes lèvres. Hier encore Philippe Daudet. D'autres encore demain.

Mais c'est à nous d'attiser la flamme dévorante que vous sentez sourdre dans votre propre maison, et qui demain purifiera, dans un gigantesque autodafé, la terre que vous souillez de votre ignominie.

C'est à nous de révéler à eux-mêmes tous ces camarades, à qui le courage du premier élan fit défaut, et qui, isolés, n'ont su libérer d'eux-mêmes des influences ancestrales, et venir à nous.

Et nous nous y emploierons. Je ne regretterai pas l'enthousiasme qui fut l'appâtage de la jeunesse, et que la guerre a tué. Il provoqua bien des actes irraisonnés, justifia bien des trahisons. Je lui préfère la résolution calme et fière de celui qui vient à l'Anarchie avec simplicité, qui sait ce qui l'attend, et l'accepte sans crainte comme sans forterie.

Aujourd'hui s'ouvre le procès de notre chère camarade Germaine Berton.

Je sais les manifestations de sympathie qui se feront autour de son nom. Je sais aussi qu'il ne faudra pas s'en exagérer l'importance : tout acte grand de quelque sentiment qu'il procède, impose le respect et l'admiration. Mais ce sera pour nous l'occasion favorable d'agir sur les esprits, de répandre nos idées dans ce Quartier Latin amoindri, qui peut être une force révolutionnaire puissante — qui le sera.

Glaude GUINOT.

## La Vie des Lettres

#### Petites nouvelles

— René-Louis Doyen parlera le mercredi 46, rue de la Madeleine, à Bruxelles, de la 46, rue de la Madeleine, à Bruxelles, de la Composition du livre contemporain.

— Le dernier livre illustré par Steinlen, Caillettes en paniers, de Jean Ravennet, vient de paraître à la Comnaissance.

— Le numéro du 1<sup>er</sup> janvier de Belles Lettres sera consacré spécialement à Paul Adam.

#### Derniers ouvrages reçus

Le Yacht sans nom (Julien Guillemand) ; La culotte en jersey de soie (Renée Dunan) ; L'ottage aux mœurs (Lionel d'Autrec) ; Trépassé et Tremplins (Pierre Simon-Mérop) ; Clair de Terre (André Breton) ; Le cheval magique, poèmes (Roger Dérigne).

#### Notules

La mémoire de Georges Rodenbach. — C'est samedi prochain qu'une plaque commémorative sera apposée sur la façade de la demeure (43, boulevard Berthier), où mourut Georges Rodenbach, il y a 25 ans.

À la Comédie-Française aura lieu la représentation du Voile, l'unique œuvre théâtrale de Rodenbach que la Comédie-Française créa en 1894 et dont elle a conservé l'exclusivité de mise en scène.

Rappelons le jugement que portait le fameux Verhaeren sur Rodenbach : « Dans l'universelle littérature française, Georges Rodenbach se classe parmi les poètes de rêve, parmi les raffins de la phrase, parmi les évaluateurs spéciaux parfois, rares toujours, dans le voisinage de ces deux anciens maîtres Edmond de Goncourt et Stéphane Mallarmé. »

Maurice Barrès et Laurent Tailhade. — Maurice Barrès et Laurent Tailhade se connurent aux environs de 1885. Laurent Tailhade fut le premier à louer les Taches d'encre du jeune Maurice Barrès. Il écrivait à ce sujet : « Les Taches d'encre éblouissent les imbéciles, les pieds plats, les écoliers, les faquins et, en général, toutes les sortes d'espèces. Les épiques, cependant, et cette attitude hautaine de polémiste agressif ne sont qu'un timbre de combat derrière lequel se cache un noble artiste. Le don de la sagesse, ornée avec je ne sais quelle grâce platonicienne, prête aux travaux esthétiques de Maurice Barrès un charme insolite et maladif. »

Oui, c'était un bel artiste que le Maurice Barrès des Taches d'encre. Hélas ! depuis cette lointaine époque, bien des choses se sont passées... Maurice Barrès anarchiste ? Quantum mutatus !...

Georges VIDAL.

# A travers le Monde

## L'Insurrection populaire EN BULGARIE

Les révoltes de paysans et d'ouvriers en Bulgarie sont déjà noyées dans le sang. La réaction gouvernementale ensanguinée a triomphé encore une fois sur les cadavres de milliers de victimes ! Et aujourd'hui, sur le fond sinistre de la répression féroce, le mouvement insurrectionnel nous apparaît dans toute son ampleur et toute sa profondeur. Loin d'être une simple résistance de la provocation autoritaire, ce mouvement a eu un beaucoup plus grande importance que ne peuvent le comprendre les policiers de tout acabit. Ce fut une véritable insurrection populaire qui a secoué les profondes couches de la masse paysanne et ouvrière en Bulgarie.

Nous avons déjà sur les événements les précieux aveux de deux « communistes » bulgares : de Berloff (*L'Humanité*, numéro du 19 octobre) et de Kolaroff, chef du P.C. bulgare et secrétaire de l'I.C. (*L'Humanité*, n° du 3 novembre). Kolaroff est aussi un de ceux qui ont pris part au mouvement.

Comme nous l'avons dit déjà dans notre précédent article (*le Libertaire*, n° 277), le mouvement a commencé par une protestation armée contre la répression du gouvernement de Zankoff. Aussi, dès son début, les révoltes eurent-elles une spontanéité remarquable. Cela est reconnu même par les « communistes » qui ont toujours la prétention de décréter une insurrection ou bien une révolution. Les révoltes spontanées des paysans et des ouvriers bulgares ont soulevé à gros traits l'impuissance révolutionnaire du P.C. bulgare.

« Lorsque le Comité central du Parti décida l'insurrection », dit Berloff, « celle-ci était déjà un fait en plusieurs endroits ». Et nous comprenons aisément le rôle des partisans de la dictature qui tentent toujours de profiter de chaque mouvement populaire pour leurs buts autoritaires. D'ailleurs, Kolaroff le reconnaît lui-même : « Devant cette situation de fait (l'insurrection surgit), le Parti ne pouvait laisser les masses sans direction. En pleine connaissance des défauts d'organisation des insurgés et des difficultés de la lutte, le Comité central du Parti prit la résolution d'une insurrection générale. (Kolaroff.) »

Cette résolution et les essais faits par le P.C. pour s'emparer du pouvoir et pour proclamer la république des Soviets, dans plusieurs endroits, causèrent peut-être l'avortement de l'insurrection. Nous savons, par exemple, que dans une région tout entière — la Bulgarie du sud-ouest — grâce à la trahison des chefs « communistes », l'insurrection n'a pas pu éclater, à l'exception de Bobochevo et Gorna-Djoumaï, où les masses sont sous l'influence des anarchistes, nulle autre ville ou village de cette région n'a pris les armes. Dans plusieurs autres localités, où les « communistes » ont joué d'une influence considérable, les révoltes ont pris un caractère dictatorial, et cela au détriment du soulèvement lui-même.

Mais, en général, le mouvement fut un soulèvement libérateur. Ce fut une levée des masses travailleuses, opprimées et pillées pendant des siècles, lesquelles ont pris les armes pour combattre non seulement l'autorité du bourgeois Zankoff, mais l'autorité en général.

Le gouvernement de Zankoff, dès son avènement, a commis beaucoup d'horreurs et a mis ainsi à nu la nature de tout gouvernement. Après le régime barbare de Stambolisky, ce fut l'avènement d'une nouvelle ère d'extermination de tout ce qui est révolutionnaire. Le gouvernement des académiciens était le premier qui s'occupait sérieusement d'organiser le fascisme bulgare. A ses côtés il avait les bandes de brigands macédoniens, organisation qui fut toujours le support le plus sûr de tout régime d'oppression. C'est à l'aide de cette organisation et avec le concours de la ligne des officiers de réserve qui fut effectué le pronciamento du 9 juin. Et la période des répressions, des tortures, des férociétés inouïes fut inaugurée.

Les masses populaires qui étaient restées inactives lors du coup d'Etat du 9 juin, se préparèrent pour la lutte. Cependant, elles étaient désappointées par le P.C. Celui-ci a trahi plusieurs fois l'élan révolutionnaire des ouvriers et des paysans. En outre,

l'idée d'un gouvernement des Soviets a été de tout temps une idée étrange pour le prolétariat bulgare.

Malheureusement, les masses populaires n'étaient pas encore sur la voie d'une orientation révolutionnaire. Les idées de l'anarchisme ont déjà fait beaucoup de progrès. Mais c'est un grand dommage que dans sa majorité écrasante le prolétariat bulgare n'ait pas encore fait sienne l'idée anarchique et de l'organisation sans autorité.

Dans de telles conditions on comprend sans peine pourquoi d'une part, les essais du Parti communiste de proclamer la république des Soviets ont échoué, et pourquoi, d'autre part, le mouvement fut écrasé sans pouvoir prendre l'extension d'une véritable révolution sociale.

Là où les masses étaient à même de faire un pas vers l'expropriation et l'organisation sur des principes libertaires, elles n'en firent rien. Sous l'influence prédominante des « communistes » autoritaires, elles se livrèrent à des excès inutiles, et proclamèrent des « communes soviétistes », des « républiques prolétariennes », en oubliant l'essence même de la révolution sociale.

Les anarchistes furent numériquement peu, et dispersés en petits groupes, ils n'ont pas pu déployer complètement leur action de destruction et de construction. Dans plusieurs endroits (comme à Bobochevo et Gorna-Djoumaï), ils furent les seuls qui ont pris les armes et ils ont dû repousser seuls des attaques des forces militaires.

Toutefois, ce sont les anarchistes qui furent l'élément irréductible et le plus dangereux, pour les autorités. Celles-ci ne leur ménagèrent pas les coups qu'ils durent, ensuite, supporter. Envers les anarchistes la répression fut la plus implacable. Plusieurs groupes anarchistes furent presque anéantis. D'autres groupes sont dispersés complètement.

Mais la réaction ne ménagea pas non plus la population paisible. Le nombre général des victimes, même d'après les renseignements des journaux bourgeois, est énorme. Il y a près de 5.000 exécutions — seulement ! Et cela en dehors des tués dans des batailles acharnées (plus de 10.000 personnes, dont des hommes, des femmes et des enfants furent tués. Et les exécutions continuent toujours.

Le rôle le plus traître dans l'écrasement de l'insurrection fut joué par les brigands macédoniens qui commirent des actes inouïs. Ce sont eux qui incendièrent des villages entiers, qui massacrèrent des femmes, des enfants, membres des familles révolutionnaires. Les « révolutionnaires » macédoniens ont acquis à juste titre la renommée de *Bach-Bouzouks* modernes...

Les événements de septembre en Bulgarie serviront de leçon. Le sang de 15.000 victimes a tracé ce dilemme catégorique. Pour le prolétariat bulgare : ou bien se résigner et supporter toutes les formes d'exploitation et d'oppression que l'hérédité des siècles a accumulées ; ou bien, en se révoltant et en brisant le joug qu'il ne veut plus supporter, marcher jusqu'au bout sur le chemin de la révolution sociale et détruire tous les gouvernements.

Nous espérons que l'avenir, le proche avenir, ne manquera pas de montrer que la leçon sanglante n'a pas été inutile pour les paysans et les ouvriers bulgares.

G. G.

### LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU SERVICE DES CAPITALISTES ALLEMANDS

Une vingtaine d'Allemands ont cherché à pénétrer, le 10 décembre, dans l'Hôtel de Ville de Nonigswinter, au sud de Bonn.

Le poste militaire français étant sorti immédiatement, les assaillants ont pris la fuite, mais un caporal a reçu un coup de couteau au bras.

Une enquête est en cours.

### EN GRÈCE

C'EST DEUX DE TROP !

Athènes, 17 décembre. — On se montre surpris à Athènes des informations répandues à l'étranger et selon lesquelles les élections d'hier auraient eu lieu sous un régime de terreur et sans que les libertés populaires et constitutionnelles fussent respectées.

Aussitôt le récent mouvement réprimé,

commençait, dans la nuit, le grand murmure continu de la foule en armes.

Dans une salle de l'Hôtel de Ville dominant sur la place, quelques hommes étaient réunis. L'un d'eux, en uniforme de général, assis sur une chaise, les reins pliés, montrait une face brune à moustache blanche, contractée par une souffrance atroce. Il jurait à demi-voix, se tenant les côtes avec les mains. Un autre, en habit brodé de préfet, debout près d'une fenêtre, s'efforçait de voir, à travers les vitres, les mouvements lointains du peuple.

Le premier se nommait Roguet. Il commandait à ce qui restait de la garnison de Lyon. Quand son mal de reins lui laissait quelques minutes de répit, il se répandait en lamentations vaines, comme font les hommes d'un esprit étroit aux prises avec une situation au-dessus de leurs forces. Il récriminait, s'en prenant de la défaite, tantôt à l'escarpement d'une côte et tantôt à la mauvaise volonté des hommes.

Le 13<sup>e</sup> a manqué de résolution ; le 6<sup>e</sup> a été mou ; les chevaux des dragons étaient mal ferrés. Vos sacrés gardes nationaux sont douze mille, il en est venu douze cents ! Pourquoi ne m'avez-vous pas averti plus tôt ? J'aurais fait occuper la Croix-Rousse, et pas un de ces bougres-là n'aurait bougé. A présent, nous sommes f... !

M. Bouvier-Dumolard, le préfet, ne répondait pas. A quoi bon disputer sur la force ou la faiblesse des agents en présence d'une fatalité ? Cette insurrection, il en connaissait les causes, il avait voulu la prévenir. L'événement avait été plus fort que son habileté, et l'événement venu, il lui fallait face comme c'était son devoir.

Une révolution entraîne forcément la suspension des affaires, et l'on était à un an de la révolution de 1830.

La fabrique anglaise, protégée par l'Etat,

ces libertés avaient été restaurées.

Des 44 journaux qui avaient été supprimés dans toute la Grèce, 40 ont depuis repris leur publication, sous des titres différents, mais avec exactement la même rédaction et dans le même format qu'auparavant. Quant aux journalistes, il n'en reste, depuis plusieurs semaines, que deux en prison.

Une réunion antivenizéliste a pu d'ailleurs avoir lieu librement le 9 décembre.

Deux journalistes en prison, mais c'est deux de trop !

### LES ELECTIONS

A la suite du gâchis et des combinaisons que nous signalions hier, 71.000 électeurs ont pris part au vote sur 109.000 inscrits.

Les candidats de Venizelos viennent naturellement en tête avec les anciens ministres venizelistes : MM. Repoulis, Michalopoulos, Cafandaridis et l'ancien ministre du cabinet révolutionnaire (ou plutôt dénommé tel), M. Papandou.

Les résultats définitifs seront connus demain, mais on peut voir que les abstentionnistes n'ont pas été en nombre infime. Espérons...

### LE GACHIS ELECTORAL

Les autonomistes, après les victoires qu'ils ont remportées aux élections, ont décidé de ne pas former le cabinet à moins que les lois répressives soient abrogées et que les prisonniers politiques soient remis en liberté.

Sortiront-ils du gâchis électoral ?

### ENTRE ETATS BOURGEOIS

New-York, 17 décembre. — L'Agence télégraphique russe fait publier la note adressée par M. Tchitcherine au président Coolidge en réponse aux allusions à la Russie faites par le président dans son récent message au congrès.

La note déclare que les soviets sont prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir, autant que le permettent la dignité et les intérêts du pays, afin qu'il existe entre la Russie et les Etats-Unis des relations amicales.

Les soviets s'offrent amicalement à discuter tous les problèmes mentionnés dans le message du président en vue d'aboutir à un règlement satisfaisant.

### LE MOUVEMENT MEXICAIN

New-York, 17 décembre. — On manque presque entièrement de nouvelles sur ce qui se passe au Mexique du côté du gouvernement. Il semble que le général Obregon ait organisé ses troupes dans la région de l'Ouest ; il a abandonné pour le moment la campagne du bas Guadalupe pour tourner son attention du côté du mouvement de marche en avant des rebelles de la province de Vera-Cruz. Ceux-ci annoncent qu'ils sont maîtres des villes de Puebla et de Cuernavaca. Cette dernière se trouve seulement à 46 milles au sud-ouest de la capitale. Les deux villes forment un triangle dont le sommet est la ville de Mexico.

### DANS LA RUHR

## Le Procès des Shupos

On se souvient de la féroce sauvagerie que montrèrent les agents de la shupo, lors des incidents du 30 septembre dernier. Le parti séparatiste avait organisé une manifestation grandiose pour le dimanche, à Dusseldorf. Il avait spécifié que la manifestation aurait un caractère absolument pacifiste et, en effet, les séparatistes avaient défilé dans un grand calme et se massaient autour des statues du Hindenburg, pour écouter des orateurs, lorsque, subitement, la shupo se récipita, ouvrant le feu sur la foule et fusillant à bout portant hommes, enfants, femmes, sans que ceux-ci aient eu le moindre geste de provocation. Dans l'espace d'une minute il y eut plus de 400 blessés et huit morts.

Une quarantaine d'agents de la shupo auront à répondre de ces faits devant le conseil de guerre de la tête de pont de Dusseldorf.

Il est bien entendu que nous sommes contre toute parodie de « justice ». Toutefois nous ne pouvons que nous indigner et crier notre dégoût à tous ces soudards qui, n'ont pas hésité — atroce mentalité ! — à tuer des femmes et des enfants sur l'ordre de leurs chefs.

Les fabriques de Zurich et des bords du Rhin opposaient cent mille métiers aux métiers de Lyon. Ces fabriques n'exportaient pas, mais elles nuisaient à l'exportation française, en jetant sur place des masses de produits.

L'industrie française, pour résister à l'industrie étrangère, demandait l'entrée en franchise des matières premières, et le gouvernement lui promettait cette entrée. Une commission serait nommée et la loi aurait grand'chance de passer dans deux ou trois ans.

En attendant, les fabricants lyonnais, obligés de fabriquer à prix réduits pour soutenir la concurrence, avaient diminué les salaires. Ce qu'ils payaient à la douane, ils le reprenaient à l'ouvrier.

Et pendant que les salaires s'abaissaient, les loyers montaient : l'octroi augmentait le prix des choses nécessaires à vivre, et l'ouvrier, en face de besoins grandissants, gagnait en moyenne vingt sous en travaillant seize heures.

La grande question éternelle, la question de la subsistance, était posée : Les canuts se rappelaient le passé. Leurs pères aussi avaient connu des jours terribles, des années, des périodes d'années, dix ans, vingt ans de chômage et de faim. Timides, silencieux, raprises par les grandes corporations, déformés par le mécanisme d'un mécanisme trop lourd, les tisseurs de soie, ces esclaves des villes, souffraient en silence, portant pendant quarante ans le même vieil habit flottant sur leur maigreur. Une fois par siècle, ils se révoltaient, prenaient des bâtons et parcouraient les rues. On riait sur leur passage, on en pendait deux ou trois, et c'était fini. En 1786, il y eut deux pendus ; mais les façons furent augmentées de deux sous par aune. Cette révolte des deux sous resta dans les mémoires.

# A travers le Pays

## En attendant la Révolution

Marseille, 17 décembre. — En présence du renchérissement du coût de la vie dûment constaté par la commission officielle siégeant à la préfecture, les syndicats patronaux de l'huilerie, de la savonnerie et des produits chimiques étudient actuellement les modalités d'une augmentation des salaires des ouvriers.

Cette augmentation porterait à la fois sur les salaires et sur les allocations pour charges de famille servies par les caisses de compensation.

## A-t-il tué ?

Reims, 17 décembre. — M. Etienne Kaeger, 20 ans, originaire du Luxembourg, chasseur dans un hôtel de Reims, disparaissait mystérieusement, le 9 novembre au soir, en quittant son travail. Toutes les recherches faites pour le retrouver étaient restées vaines. On vient de repérer son cadavre dans le canal, à l'écluse de Courcelles, près de Saint-Brice. Le corps présentant des marques de violence, le Parquet a ordonné l'autopsie.

## Secousse Sismique

Epinal, 17 décembre. — Dans la soirée d'hier, vers 18 heures, une secousse de tremblement de terre a été nettement ressentie à Plombières-les-Bains et aux environs. La secousse a duré trois secondes et a été accompagnée d'un bruit sourd comme celui provenant d'une détonation lointaine.

La Rochelle, 17 décembre. — Plusieurs affaires d'avortements viennent de provoquer sept arrestations, notamment celles d'un docteur et d'une sage-femme.

On s'attend à de nouvelles arrestations. Ces vieux garçons de repopulateurs sont incorrigibles !

## Accidents mortels

Bourg-en-Bresse, 17 décembre. — Mme veuve Villard, 84 ans, étant restée seule à la maison, a mis le feu à ses vêtements et est morte carbonisée.

Amiens, 17 décembre. — La petite Albertine Follet, 21 mois, tombe dans un chaudron d'eau bouillante et meurt à la suite de ses blessures.

Clermont-Ferrand, 17 décembre. — Un cultivateur, Pierre Abel, 60 ans, s'étant égaré dans la montagne pendant la nuit, est tombé du haut d'un rocher et s'est tué net.

Annecy, 17 décembre. — A Saint-Julien, une automobile conduite par M. Louis Taponnier, 52 ans, s'est engagée sur le passage à niveau dont les barrières étaient ouvertes et a été tamponnée par un train. M. Taponnier et le chauffeur ont été tués. Le garde-barrière a été arrêté.

## Après la Guerre

Ceux qui en ont vécu  
A Colmar se déroulent l'affaire Fehler. On entend les témoins : M. Jean Dorange, dont la déposition provoque des incidents assez vifs entre les diverses parties : MM. Kastler et Wietze ; MM. Paul Latscha, Wacrent, Ruaf, Muguet, Lischker, Hurlimann et Mme Laschen-Meyer.

## Malvy à Lille

M. Malvy, devant prendre la parole à Lille, les Camelots du Roy essayeront d'atteindre le politicien. Des bagarres s'ensuivront entre camelots et agents. Cinq de ces derniers ont été blessés à coups de gourdin. Huit camelots ont été arrêtés. Cinq arrestations sur les huit ont été maintenues. Ce sont celles d'un cultivateur, d'un ingénieur et des trois fils d'un avocat, M<sup>re</sup> Thiery. Tous seront inculpés de coups et blessures et de port d'armes prohibées.

Parions qu'ils seront mis en liberté provisoire avant quarante-huit heures.

CHERON... CHERRE !  
Troyes, 17 décembre. — En raison de l'augmentation du prix de la farine, le préfet de l'Aube, pour répondre à la demande de la Chambre syndicale de la boulangerie, a autorisé la vente du pain à 1 fr. 20 le kilo dans tout le département, à partir du 20 décembre.

M. Chéron ne mange pas de pain : il bouffe de la brioche !

## IL N'EST PAS MORT !

## La boche de M. Clemenceau n'aura pas de graves conséquences

Contrairement à l'initiative prise par certains journaux, nous n'avons pas fait prendre, hier matin, des nouvelles de M. Clemenceau qui manqua de se casser la figure au cours d'une randonnée qu'il effectuait dans son automobile.

L'ancien président du Conseil revenait de Giverny (Eure) où un de ses vieux amis — car il a des amis ! — M. Claude Monet, le peintre connu, quand, sur la route dite de « Quarante Sous », à un croisement de routes, pour éviter une voiture qui venait par une voie transversale, une auto qui précédait celle de l'ex-ministre freina. Le chauffeur de Clemenceau bloqua, lui aussi, ses freins ; mais la voiture ne s'étant pas arrêtée assez vite, il donna un coup de volant et l'auto alla rencontrer un arbre.

Il n'y eut guère que des dégâts matériels. L'avant de la voiture du « premier fil de France » fut quelque peu endommagée et les vitres se brisèrent.

Le vieux bougre qui, selon l'habitude, était assis à côté du chauffeur, reçut des éclats de verre qui ne l'égratignèrent qu'au front, au nez et aux lèvres.

Cet accident contracté au cours d'une balade ne lui fit pas plus de mal que la balle de revolver de Coffin.

Le docteur Couleas — un autre ami — il en a des amis ! — qui se trouvait à l'intérieur du véhicule fut, lui aussi, contusionné, peu grièvement.

Les deux copains furent transportés d'urgence à l'hôpital de Saint-Germain où des soins leur furent aussitôt donnés.

La grande presse a eu tort de se frapper : l'ancien complice d'Ignace n'a rien eu, ou presque.

Il a passé une bonne nuit et, d'ici peu, il sera rétabli.

« Ai-je besoin d'ajouter, disait un de ses amis à un journaliste qui l'interviewait que celui d'entre nous qui ne s'est nullement alarmé et à aucun moment, c'est le président lui-même. »

Clemenceau ne s'est pas alarmé.

Nous non plus.

## COMITÉ NICOLAU-MATEU

## Soyons vigilants

Il y a environ quatorze ans, le sinistre général Weyler, influencé par Alphonse XIII, roi de toutes les Espagnes, enfermait dans les geôles de Montjuich, sous la mensongère inculpation de provocation à l'assassinat, le propagandiste Francisco Ferrer.

Quelques semaines plus tard, une salve de peloton d'exécution supprimait à tout jamais une des plus belles et nobles intelligences. Le crépitements de la fusillade retentit dans le monde entier et fit dresser en France les hommes de pensée libre et Paris révolutionnaire descendit dans les rues.

Hélas ! trop tard, le crime était consommé !

Aujourd'hui, sous la dictature de Primo de Riveira, les mêmes faits se reproduisent : deux syndicalistes, Mateu et Niclau, viennent d'être condamnés ; depuis, ils attendent dans l'angoisse l'exécution de cette sentence inique.

Pas plus que leur devancier, ils ne sont coupables du délit incriminé.

Le Primo de Riveira osera-t-il les faire exécuter ?

C'est possible ! A moins que, plus lâche que son prédécesseur, le soudard Weyler, et craignant une explosion de colère et d'indignation parmi les révolutionnaires, il ne se contente d'envoyer les deux camarades à une mort plus lente, mais combien plus affreuse ! Le bagne à perpétuité.

Le Comité Nicolau-Mateu ne permettra pas un tel crime ; il demande instamment à tous de se tenir prêts à commencer une agitation intense qui ne cessera qu'à la libération totale des deux innocentes victimes espagnoles.

Le Comité.

(1) Feuilleton du *Libertaire* 17-12-23

## Le Drapeau Noir

par  
Tony REVILLON  
PROLOGUE

### La barricade

Le combat avait duré deux jours. Le peuple était vainqueur. A la tombée de la nuit, les débris des régiments formèrent un carré autour de la place des Terreaux et de l'Hôtel-de-Ville. Au delà, dans les rues, sur les quais, à perte de vue, s'agitaient des hordes de fées. Des plateaux de la Croix-Rousse, des Tapis, qui dominent la Saône, de la montagne des Gloriettes, qui domine le Rhône, par les pentes roides, les côtes à pic et les escaliers, les canuts d'en haut étaient venus à la rencontre des canuts d'en bas. Ceux des quartiers noirs de la Juiverie et de ceux des rues du centre, la rue Ferrandière, la rue Mercière, la rue Grôlée se levaient à leur tour pour enfermer les soldats entre des murailles vivantes. Les soldats étaient de Saint-Just et de Sainte-Foy descendant leurs montées. De l'autre côté du Rhône les ouvriers de la Guillotière et des Brotteaux, massés dans les environs du pont Morand, fusillaient les soldats sur le bord opposé. Le Lyon révolté était maître de la rue. Trente mille prolétaires armés, les uns de fusils comme les bourgeois, les autres de piques comme les sectionnaires de 92, les autres de bâtons comme les compagnons d'avant 89, se poussaient dans la direction de l'Hôtel de Ville. Par intervalles, on entendait un coup de feu, des cris ; puis re-

commençait, dans la nuit, le grand mur-

mure continu de la foule en armes.

Dans une salle de l'Hôtel de Ville dominant sur la place, quelques hommes étaient réunis. L'un d'eux, en uniforme de général, assis sur une chaise, les reins pliés, montrait une face brune à moustache blanche, contractée par une souffrance atroce. Il jurait à demi-voix, se tenant les côtes avec les mains. Un autre, en habit brodé de préfet, debout près d'une fenêtre, s'efforçait de voir, à travers les vitres, les mouvements lointains du peuple.

Le premier se nommait Roguet. Il commandait à ce qui restait de la garnison de Lyon. Quand son mal de reins lui laissait quelques minutes de répit, il se répandait en lamentations vaines, comme font les hommes d'un esprit étroit aux prises avec une situation au-dessus de leurs forces. Il récriminait, s'en prenant de la défaite, tantôt à l'escarpement d'une côte et tantôt à la mauvaise volonté des hommes.

Le 13<sup>e</sup> a manqué de résolution ; le 6<sup>e</sup> a été mou ; les chevaux des dragons étaient mal ferrés. Vos sacrés gardes nationaux sont douze mille, il en est venu douze cents ! Pourquoi ne m'avez-vous pas averti plus tôt ? J'aurais fait occuper la Croix-Rousse, et pas un de ces bougres-là n'aurait bougé. A présent, nous sommes f... !

M. Bouvier-Dumolard, le préfet, ne répondait pas. A quoi bon disputer sur la force ou la faiblesse des agents en présence d'une fatalité ? Cette insurrection, il en connaissait les causes, il avait voulu la prévenir. L'événement avait été plus fort que son habileté, et l'événement venu, il lui fallait face comme c'était son devoir.

Une révolution entraîne forcément la suspension des affaires, et l'on était à un an de la révolution de 1830.

La fabrique anglaise, protégée par l'Etat,

les fabriques de Zurich et des bords du Rhin opposaient cent mille métiers aux métiers de Lyon. Ces fabriques n'exportaient pas, mais elles nuisaient à l'exportation française, en jetant sur place des masses de produits.

L'industrie française, pour résister à l'industrie étrangère, demandait l'entrée en franchise des matières premières, et le gouvernement lui promettait cette entrée. Une commission serait nommée et la loi aurait grand'chance de passer dans deux ou trois ans.

En attendant, les fabricants lyonnais, obligés de fabriquer à prix réduits pour soutenir la concurrence, avaient diminué les salaires. Ce qu'ils payaient à la douane, ils le reprenaient à l'ouvrier.

Et pendant que les salaires s'abaissaient, les loyers montaient : l'octroi augmentait le prix des choses nécessaires à vivre, et l'ouvrier, en face de besoins grandissants, gagnait en moyenne vingt sous en travaillant seize heures.

La grande question éternelle, la question de la subsistance, était posée : Les canuts se rappelaient le passé. Leurs pères aussi avaient connu des jours terribles, des années, des périodes d'années, dix ans, vingt ans de chômage et de faim. Timides, silencieux, raprises par les grandes corporations, déformés par le mécanisme d'un mécanisme trop lourd, les tisseurs de soie, ces esclaves des villes, souffraient en silence, portant pendant quarante ans le même vieil habit flottant sur leur maigreur. Une fois par siècle, ils se révoltaient, prenaient des bâtons et parcouraient les rues. On riait sur leur passage, on en pendait deux ou trois, et c'était fini. En 1786, il y eut deux pendus ; mais les façons furent augmentées de deux sous par aune. Cette révolte des deux sous resta dans les mémoires.

Le préfet était un homme intelligent, ce qui, lorsqu'on est préfet, revient à dire un honnête homme. Dans son désir d'éviter les conflits et d'arriver à la justice, il avait réuni les fabricants et les ouvriers, et il avait aidé ceux-ci à obtenir des autres un tarif déterminant le prix de la main-d'œuvre pour chaque tissu.

Les canuts remontrèrent joyeusement les côtes :

— Nous sommes sauvés ! Nous pourrions gagner notre vie !

Les négociants, dans le quartier des Capucins tapissés de plaques de cuivre, s'abordaient avec tristesse :

— Nous sommes perdus ! Nous ne pourrions plus soutenir la concurrence !

Ceux d'entre eux qui n'avaient pas pris part à la délibération de la Préfecture refusèrent d'accepter le tarif, et après trois semaines d'attente, les ouvriers, tombés du haut de leur espérance, s'interrogèrent anxieux.

Un mot d'ordre avait couru, et, dans le silence des métiers inoccupés, en quelques heures ce mot avait fait le tour de la ville. Les femmes découpant des bandes d'étoffe, l'avaient couçu sur des drapeaux.

Ni chefs, ni plan, ni passion politique. Le manque de travail et la faim. Au hasard, on avait acheté de la poudre, fait des cartouches. Les yeux brillèrent dans la pêleure des visages, et les combattants par troupes se réunissaient autour des drapeaux noirs sur lesquels on lisait :

Vivre en travaillant,  
ou mourir en combattant !

Le lundi, la Croix-Rousse se couvrit de barricades. Les troupes lancées contre elles furent repoussées.

J'irai parler aux ouvriers, dit le préfet.

On le garda comme otage.

Le mardi, sa prison s'ouvrit ; mais le

souffle de l'insurrection avait passé sur la ville entière. On se battit tout le jour. Le soir, l'armée était vaincue, et le général, sur sa chaise de l'Hôtel de Ville, se demandait ce qu'allait devenir ses soldats. La nuit s'avancait.

Le préfet prit la parole :  
— Vous ne pouvez plus tenir. Il faut partir, quitter Lyon, prendre position sur les plateaux, au delà de la Croix-Rousse, et attendre.

Le général jura encore et finit par céder. Il monta à cheval, escorté par quelques dragons, précédé et suivi par les débris des trois régiments de ligne qui formaient la garnison. Il était deux heures du matin. La petite colonne, tournant le dos à l'Hôtel de Ville, prit à gauche et suivit les quais dans la direction de Saint-Clair. Par les fenêtres, les femmes jetaient des meubles et des ustensiles de ménage sur les soldats. Des ouvriers suivaient la colonne, échangeant avec elle des coups de fusil. A Saint-Clair, l'avant-garde trouva le chemin coupé par une barricade énorme. Le général Flory s'approcha du vieux Roguet, assis sur sa selle.

— Que faire ? lui dit-il.

— Ce que vous voudrez, mais passons. Le général Flory fit mettre une pièce de campagne en batterie et commanda le feu. Un

# L'ACTION ET LA PENSÉE DES TRAVAILLEURS

## Les Anarchistes et le Syndicalisme

Les anarchistes n'ont rien à cacher de leurs intentions. Ils font tout au grand jour. Et ce qu'ils font, ils le revendiquent fièrement et hautement.

Dans certains milieux on leur a reproché leurs résolutions des congrès anarchistes de Lyon et de Levallois, en ce qui concerne leur attitude vis-à-vis du syndicalisme et des organisations syndicales.

Il nous plait aujourd'hui, dans ce premier numéro de la troisième série, de reproduire ces résolutions auxquelles nous n'avons rien à changer.

### Celle de Lyon

Le Congrès considère que, d'autre part, en tant que groupement naturel des travailleurs, le syndicat est non seulement un organisme de lutte quotidienne contre le patronat et le capitalisme, mais encore et surtout la base essentielle de toute vie économique.

Que, d'autre part, en matière économique, l'anarchisme repose sur les principes suivants :

« Tous les moyens de production et l'organisation de celle-ci doivent appartenir aux producteurs ;

« Les travailleurs sont les seuls maîtres de leurs destinées ;

« Toute organisation sociale doit partir de la cellule : l'individu, le producteur, se groupant librement et restant toujours autonome dans les organismes successifs et coordonnés qui caractérisent et constituent le fédéralisme ;

« Une telle organisation sociale doit trouver dans le syndicalisme son expression économique ;

Dans ces conditions, le Congrès invite instamment les anarchistes à entrer et à rester dans les organisations syndicales pour y mener la lutte :

1° Contre les « majoritaires » ralliés aux forces de conservation sociale et prêchant le honteux syndicalisme de guerre, c'est-à-dire le réformisme, la collaboration avec le patronat et le gouvernement bourgeois et aboutissant, en définitive, à perpétuer l'asservissement du prolétariat au capitalisme ;

2° Contre ceux des « minoritaires » qui cherchent à inféoder le syndicalisme à des partis politiques et, sous des dehors volontairement équivoques et nébuleux, tendent à faire des travailleurs non les maîtres de leurs destinées et les artisans libres de leur bonheur, mais les esclaves d'un Etat soi-disant prolétarien ;

3° Contre le fonctionnarisme ayant pour conséquence fatale suivant le mot de Frédéric Engels, de « transformer les fonctionnaires, organes et serviteurs de la Société, en maîtres de la Société ».

Sur la question à lui posée : Amsterdam ou Moscou ? le Congrès déclare que les syndicalistes n'ont à attendre, et encore moins à

accepter, de mots d'ordre ni d'Amsterdam, ni de Moscou.

Autonomes et souverains ils ont à exprimer, en pleine indépendance, les désirs, les besoins et les aspirations de la classe ouvrière dont, il tient à le répéter, les syndicats sont le groupement naturel.

Toutefois, puisque la question est ainsi posée : « Amsterdam ou Moscou », le Congrès estime que, si les syndicats ne doivent ni rester à Amsterdam, ni aller à Moscou, il est cependant nécessaire qu'ils s'unissent au-dessus des frontières et il invite les anarchistes groupés dans les syndicats à soutenir tout projet ayant pour but la fondation et le fonctionnement d'une internationale syndicale révolutionnaire.

Le Congrès exprime la pensée que le fonctionnarisme syndical est un mal dont il convient de réduire au minimum les redoutables conséquences : a) le fonctionnarisme place le mouvement ouvrier entre les mains de permanents rétribués ; b) ceux-ci n'ayant plus les mêmes intérêts que les masses qu'ils dirigent sont enclins, à la longue, à s'endormir dans l'exercice de leurs paisibles fonctions.

C'est pourquoi le Congrès met les anarchistes en garde contre la tentation d'accepter des postes rétribués et leur demande d'être les partisans résolus de la brièveté des mandats.

Le Congrès ne doute pas que les camarades resteront dans les syndicats les représentants de la belle philosophie et de l'action révolutionnaire dont ils sont les adeptes les serviteurs passionnés et désintéressés du prolétariat contre les maîtres, les profiteurs et les parasites « quels qu'ils soient ».

En conséquence, les anarchistes doivent éviter les fonctions rétribuées, les postes rémunérateurs, en un mot tout ce qui pourrait prêter à équivoque et affaiblir la puissance et le rayonnement de leur propagande.

Ici, comme ailleurs, les anarchistes se dévouent pour éclairer et guider les hommes ; ils dédaignent les récompenses et méprisent les honneurs.

### Celle de Levallois

Les anarchistes, considérant que les syndicats, organisations de la classe ouvrière devant, par leur composition et leur action, jouer un grand rôle dans la transformation sociale et la reconstruction post-révolutionnaire estiment qu'il est nécessaire d'y pénétrer et de les animer de notre conception révolutionnaire et libertaire.

Considérant que le malaise actuel du syndicalisme provient surtout du centralisme, du fonctionnarisme et de l'intrusion des politiciens, les anarchistes préconisent l'évolution du syndicalisme vers la seule forme qui convienne pour l'émancipation intégrale du prolétariat : le fédéralisme anarchiste.

### Avis très important à toutes les organisations syndicales et à tous les Comités intersyndicaux

Le rapport moral et financier de l'Union des Syndicats de la Seine a été adressé à toutes les organisations et C.I. afin qu'ils puissent en discuter avant le Congrès de l'Union départementale des 30-31 décembre 1923.

Les organisations qui n'auraient pas encore reçu ce rapport sont instamment priées de venir au bureau de l'Union le plus tôt possible pour recevoir les exemplaires non arrivés.

### Ecole du propagandiste

Nous rappelons à tous les militants que le camarade Labrousse continuera, ce soir, mardi 18, à 20 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau, ses cours sur l'Histoire du Prolétariat.

Tous feront l'effort nécessaire et assisteront nombreux à l'Ecole du Propagandiste.

Le Bureau de l'Union.

### Chez les Terrassiers

Les camarades sont avisés que les cartes de 1924 arrivent aujourd'hui à leur disposition. Prière à eux de faire un effort pour venir les retirer tous les jours afin d'éviter l'encombrement qui se produit toutes les années.

Les délégués de chantiers doivent, à l'avenir, retirer le « Travailleur du Bâtiment » au siège.

Les camarades disponibles sont priés d'assister aux obsèques du camarade Alphonse Alexandre, tué accidentellement à la station du Métro Saint-Augustin le 7 décembre.

Les obsèques purement civiles auront lieu à Linas-Monthéry (Seine-et-Oise), le mardi 18 décembre, à 14 heures.

Les moyens de communications sont les suivants : 1° Chemin de fer P.O., descendre à Saint-Michel-sur-Orge ; 2° chemin de fer sur route, Paris-Arpaçon descendre à Linas-Saint-Merry.

### Comité fédéral révolutionnaire de l'Alimentation

#### Camarades,

Comme suite logique aux décisions prises par la minorité de notre fédération, après le Congrès de Bourges, et suivant les indications données par les militants de province, nous vous soumettons le travail d'organisation ci-dessous, ainsi que la ligne de conduite adoptée par les camarades parisiens appartenant à la minorité de l'alimentation décisions prises à la réunion qu'elle a tenue le vendredi 7 décembre, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10°).

#### Notre but

Maintenir notre fédération et son action sur le plan du syndicalisme fédéraliste révolutionnaire ; lutter pour que le syndicalisme ne soit pas subordonné par les partis politiques ou sectes philosophiques ; déjouer toute entreprise qui tenterait de la faire servir à une cause autre que celle du prolétariat ; prouver sa valeur destructive et constructive dans la révolution.

#### Orientation syndicale

Sur ce terrain, la minorité décide de faire triompher dans notre fédération la motion défendue à Bourges par les syndicalistes révolutionnaires.

#### Unité

A seule fin de ne pas laisser accréditer certaines insinuations malveillantes nous représentons comme des scissionnistes, les membres du Comité fédéral révolutionnaire déclarent leur volonté formelle de rester unis dans la fédération d'où seule l'exclusion pourrait les chasser.

#### Organisation de la minorité

Les syndicats minoritaires et minorités de syndicats, les camarades isolés dans leur organisation sont groupés dans le Comité fédéral révolutionnaire organisé à l'image de notre fédération.

#### Adhésions

En conséquence, les syndicats minoritaires et minorités de syndicats majoritaires ont pour devoir d'envoyer au plus tôt leur adhésion au Comité fédéral révolutionnaire.

#### Cotisations

Il est décidé de s'en référer aux décisions prises par le comité de la minorité syndicaliste, décisions parues dans les journaux d'avant-garde défendant notre thèse ; nous laissons cependant aux camarades de province toute initiative à ce sujet et attendons leurs suggestions.

#### Fonds du Comité fédéral révolutionnaire

Pour subvenir immédiatement aux frais nécessaires à la propagande, nous invitons nos camarades à nous faire parvenir le plus vite possible les fonds qu'ils pourraient mettre à notre disposition.

#### Commission exécutive

Le Comité fédéral révolutionnaire est administré par une commission composée de deux membres de syndicats ou minorités de syndicats. Provisoirement, elle se compose de tous les camarades des organisations désireux d'apporter leur concours, et dont les noms suivent : Conrad, Guinet, Sarda, Jung, Tortat, Vidal, Bousquet, des boulangers de la Seine ; Langlois, des boulangers de la Seine ; Bide, Duchêne, Fayard, Mercier, des charcutiers de la Seine ; Souberbielle, des H.C.R.B. de la Seine.

La C.E. est responsable devant le Comité national révolutionnaire.

#### Commission de contrôle

Une commission de contrôle sera chargée de vérifier chaque mois l'état de la caisse ainsi que l'emploi des fonds. Elle contresignera la balance mensuelle qui sera envoyée à toutes les organisations adhérentes. Cette commission comprendra les délégués de trois organisations minoritaires, lesquelles seront relevées tous les six mois de leurs charges par trois autres organisations.

### Le Comité national révolutionnaire

A chaque Comité national fédéral, la minorité se réunira et examinera le travail accompli par le bureau et la C.E. du C.R.F. Les syndicats minoritaires et les minorités dans les régions fédérales majoritaires pourront se faire représenter, les frais restant à la charge des organisations dont ils détiennent le mandat.

### Congrès

A la veille de chaque Congrès national fédéral, les délégués appartenant à la minorité se réuniront pour étudier toutes les questions inscrites à l'ordre du jour du dit congrès.

### Bureau

Le bureau du Comité fédéral révolutionnaire est composé de la façon suivante : un secrétaire à la propagande, un secrétaire administratif, un trésorier.

Les camarades de la région parisienne ont désigné provisoirement comme secrétaire à la propagande : Guinet ; secrétaire administratif : Fayard ; trésorier : Langlois.

En conséquence, les camarades de province sont priés de bien vouloir donner leur avis sur la constitution du bureau ainsi que sur le projet présenté. Ce n'est qu'après leur approbation que l'ensemble deviendra définitif.

### GUINET, FAYARD, LANGLOIS.

N. B. — Envoyez toute la correspondance administrative au camarade Fayard, Syndicat des charcutiers, 20, rue du Bouloi, et tout ce qui concerne la trésorerie au camarade Langlois, à la même adresse.

## Parlons Syndicalisme

Ce pauvre syndicalisme ! Il a tellement été galvaudé que peu nombreux sont ceux qui pourraient s'y retrouver aujourd'hui. Sa puissance spirituelle est-elle donc formidable, qu'elle fait peur à ceux qui le voient d'un mauvais œil.

Sa valeur matérielle est-elle donc phénoménale qu'elle fait trembler ceux qui le considèrent comme inexistant ?

C'est possible ! Le syndicalisme a-t-il perdu dans le cours de son achèvement à travers les chemins difficiles de la route sociale, sa puissance attractive ?

On le croirait ! Il est vrai qu'il a subi tant de malversations dans ces dernières années, qu'il apparaît, de prime abord, comme ne comprenant plus les éléments indispensables à sa valeur de transformation et de réalisations sociales.

Et l'abandon des principes fondamentaux qui justifiaient — et justifient encore à nos yeux — son existence, n'est pas loin d'être la seule raison qui le font considérer comme inutile par une partie de la classe ouvrière, dont pourtant les besoins d'action sont indiscutables.

Ce sont, d'ailleurs, ces désirs inassouvis d'activités qui attirent tant ceux qui voudraient les utiliser pour des fins politiques autant qu'intéressées.

Aussi bien, sommes-nous dans l'obligation, pour dessiller les yeux des « aveugles » conscients ou inconscients, de leur rappeler ce qu'est le syndicalisme, ce que peut le syndicalisme.

Nous n'ignorons plus de la part de nos « ennemis » l'argument qui consiste à nous dire : « Vous n'avez rien appris de la guerre et de la révolution », et nous sommes à notre aise pour leur répondre qu'ils ont « oublié » si souvent leurs devoirs qu'ils nous prouvent surabondamment que l'Histoire est un éternel recommencement. Ils ont tant à apprendre !

C'est, peut-être, leur seule excuse ! Mais l'objet de cet article est au-dessus de cette petite « explication » et abandonnons à leur sort peu glorieux nos chefs d'hier et d'aujourd'hui.

La justification du syndicalisme repose d'abord dans ce fait que pour triompher d'une puissance déterminée, il est indispensable d'additionner ou de réunir des nombres inférieurs en eux-mêmes pour l'égaliser d'abord, pour la dominer ensuite. Et nous n'apprenons rien à personne en disant qu'avant même que le mot syndicalisme devienne un terme usité, il existait dans les faits.

Il existera, d'ailleurs, contre toutes les combinaisons, tant que l'égalesation des conditions ne sera pas réalisée.

Le syndicalisme a-t-il donc sa raison d'être, seulement pour une lutte d'hommes contre d'autres hommes ?

Non ! car ce serait vraiment le diminuer.

La puissance n'existe pas seulement dans la force matérielle, elle se manifeste également dans la conception, dans l'orientation, dans l'organisation de la vie en société.

Les individus disparaissent. Les idées, les formules, les applications se modifient se complètent quelquefois, mais elles restent.

Aussi ne faut-il pas s'attacher exclusivement aux hommes et à leurs erreurs, surtout quand il s'agit d'un problème aussi vaste que celui qui se pose inévitablement à l'attention des travailleurs, c'est-à-dire l'organisation rationnelle de la production et de l'échange, assurant la réalisation d'une société égalitaire.

Le syndicalisme a donc sa raison d'être pour l'accomplissement d'une œuvre à la fois profonde et élevée.

Le développement industriel et commercial a obligé le capitalisme à concrétiser sa domination passagère — comme fut passagère la domination du clergé et de la noblesse — sous la forme d'une organisation sociale que nous connaissons aujourd'hui sous le nom d'Etat.

L'Etat, composé de rouages complexes représente l'asservissement politique, il est au sommet.

VEBER.

### AVIS IMPORTANT

Les camarades qui nous envoient des fonds soit par mandats-cartes ou chèques postaux, sont priés de toujours indiquer, pour faciliter le travail du camarade administrateur, à quoi ces fonds sont destinés. (Abonnements, souscriptions, Revue, etc.)

## Exploitation et Misère

Dans la région de Provins (Seine-et-Marne), la Ville de Paris et la Société des Eaux et Assainissement exécutent actuellement des travaux importants pour la captation des eaux.

Quoique étant deux firmes financièrement solides, elles pratiquent à l'égard de leurs employés, une exploitation honteuse.

A une période où la vie est excessivement chère et augmente journellement dans des proportions exagérées, les négriers modernes de ces firmes, qui vivent dans le superflu, accordent des salaires dérisoires de 2 fr. et 2 fr. 25 de l'heure.

Un egoïsme aussi brutal, un tel mépris envers les tributaires de leur fortune monétaire onze heures et demi de travail par tron : piteuse immonde et fétide de misère.

Pratiquant méthodiquement le servage des ouvriers pour les maintenir dans l'abrutissement et dans l'ignorance, la Société des Eaux et Assainissement qui possède un chantier près de la gare de Provins, où plus de deux cents ouvriers sont occupés à la construction de tuyaux, laisse charitablement la liberté à ses ouvriers de faire onze heures et demi de travail par jour.

Dans la saison inclemente où nous sommes, les directeurs de ces entreprises contraignent leurs malheureux esclaves à braver la pluie, la neige et le froid pour édifier leur richesse.

Si nous reprochons trop de docilité à ces travailleurs ; si nous admettons que c'est leur insuffisance d'énergie qui est la cause de leur propre souffrance, nous n'en accusons pas moins la Société des Eaux et la Ville de Paris d'entretenir, par des salaires de famine, une épouvantable misère dans de nombreuses familles de Provins.

L'esprit de rapine de la Société des Eaux ne s'en tient pas là. Les travailleurs cédant à la tentation du gain, se voient frustrer de la presque totalité de leur gain. Et encore, s'ils étaient bien traités. Les uns couchent à terre, d'autres sur des grabats crasseux. Pas de feu dans ces chambres humides où le manque d'hygiène a introduit de la vermine.

Dernièrement, sur la plainte d'un ouvrier, un inspecteur du travail est venu enquêter sur l'état de malpropreté d'une de ces canines, qui est située rue de Paris. En pénétrant dans ce lieu infect il ne put s'empêcher de s'exclamer : « Mon chien est mieux couché que ces hommes ! »

Une telle constatation de la part d'un inspecteur du travail doit donner à réfléchir à nos lecteurs. Nous espérons qu'ils feront connaître cette honteuse exploitation dans leur entourage et qu'ils auront là une nouvelle occasion, d'autres arguments, pour faire haïr une société qui engendre d'aussi abominables choses.

E. KOCHE.

### COMMUNIQUE SYNDICAUX

Piombiers-couvreurs. — Assemblée générale ce soir, à 17 h. 30, salle Eugène Varlin, Bourse du Travail. A l'ordre du jour : Examen de la situation de grève des syndiqués, complément du bureau et du conseil, compte rendu de mandat du délégué à la propagande, l'action à continuer, la propagande, etc. Deva l'importance de cette réunion au lendemain de la grève, tous ont pour devoir d'être présents.

Serruriers et construction métallique. — Réunion du conseil, ce soir, avec les charpentiers en fer.

Charpentiers en fer. — Conseil ce soir, à 18 heures, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Maçonnerie, pierre. — Conseil de la section avec tous les militants, demain mercredi.

Commission de la bibliothèque. — Demain, réunion à 18 heures.

Section des Hospitaliers. — Ce soir, réunion à 8 heures, pour les camarades de Brévannes.

A l'ordre du jour : Nos 1.800 francs ; l'impôt sur les salaires. Prendront la parole : Chauvel et Danès.

Fédération des P.T.T. — Réunion de la commission du journal le mercredi 19 décembre, à 18 heures.

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la commission exécutive le mercredi 19 décembre 1923, à 20 h. 30 précises, au siège.

Minorité syndicaliste révolutionnaire de la voiture maréchalerie. — Plusieurs camarades prennent en eux-mêmes la décision de ne pas reprendre leur carte 1924. Nous savons ces camarades de la nouvelle orientation du syndicat. Ils croient qu'il n'y a rien à faire pour réagir contre cet état de choses ; nous pensons qu'ils se trompent. Les requins de la politique ne sont forts que parce que nous ne disons rien. Nous demandons à ces camarades de rester avec nous et de faire de la propagande pour ramener les camarades qui ont déjà quitté l'organisation. Réunion tous les mardis, 8 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Adressez la correspondance à André Cholin, 89, rue d'Angoulême, Paris (11°). Pour les copains de province, écrire à Léon Scheiber, 5, rue de la Villette, Pré-Saint-Gervais (Seine).

### Minorité syndicaliste révolutionnaire de la Seine

Des minorités étant susceptibles de se créer au sein de ces syndicats, il appartient donc aux éléments dévoués de les constituer dans le plus bref délai.

Des manifestations se font à la disposition de ces camarades qui pourront venir les chercher ou se les faire envoyer.

Pour correspondances et renseignements s'adresser au secrétaire : Koch Emile, Bourse du Travail, 4<sup>e</sup> étage, bureau 26.

### LA VIE DE L'UNION ANARCHISTE

Groupe de Grenoble. — Un copain voudrait-il se charger de la vente du « Libertaire » dans la rue. Faire réponse au « Libertaire ».

Groupe anarchiste de Tours. — Les copains du groupe anarchiste se réuniront aujourd'hui mardi, 18 décembre, à 20 h. 30 à la Bourse du Travail, 35, rue Bretonneau.

### COMMUNICATIONS DIVERSES

Comité de défense sociale. — Ce soir mardi, au local habituel, réunion du comité. Affaire Germaine Berton. Tous les membres du comité doivent être présents à cette importante réunion qui commencera exactement à 20 h. 30. Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : Gaston MEUNIER.

Imp. de la Bourse, 117, rue Réaumur.

### FÉDÉRATION UNITAIRE DU TEXTILE

## Appel à la Solidarité

Depuis plus de sept mois, les ouvriers et ouvrières des filatures de laines-mixtes de Tourcoing, luttent pour une augmentation de salaires. Malgré toutes les privations, malgré toute la misère qu'entraîne cette gigantesque lutte, les grévistes sont décidés à mener la bataille jusqu'à complète satisfaction. Mais, il ne faut pas oublier que le Consortium du Nord, grand maître de l'industrie textile en France, comprend très bien que de la victoire de nos camarades de Tourcoing dépend la situation des salaires dans tout le textile. Quoique dans les différentes entrevues le Consortium ait reconnu la légitimité des revendications, il n'en a pas moins une bataille acharnée contre le syndicat unitaire, et repousse toute conciliation, sachant que la défaite de cette grève aurait une répercussion mauvaise sur l'organisation syndicale de Tourcoing et de toute la région du Nord.

Il ne faut pas, qu'après tant de sacrifices et de courage les grévistes rentrent à l'usine tête basse ; mais pour que nos camarades puissent continuer la lutte, il faut qu'en face de la solidarité patronale, s'affirme plus que jamais la solidarité ouvrière.

Pour la victoire des grévistes de Tourcoing, tous à vos poches ! Adressez l'argent à la Fédération Unitaire du Textile, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris.

## Au Conseil National des Métaux

Le Conseil National de la Fédération unitaire des Métaux s'est tenu dimanche et lundi, rue Grange-aux-Belles. La première séance s'est tenue sous la présidence du fonctionnaire martyr Saint-Berard.

Le C.N. est presque entièrement sous la domination du P.C. Il n'y a plus que deux groupes qui sont restés syndicalistes, le Havre représenté par Guillemin, et Grenoble qui avait délégué Mancel.

Le rapport moral a surtout été une stupide discussion sur un absent Brouthoux, à propos d'une tournée de propagande en Normandie, le groupe intéressé n'ayant pas voulu se courber devant les comités du P.C.

Pour le rapport financier, même chanson sur un autre air ; les anciens secrétaires Chevalier et Argence sont mis sur le tapis par les petits bonshommes qui essaient de les remplacer. Naturellement, la protestation rectificative d'Argence-Chevalier ne sera pas publiée dans l'organe fédéral, cela gênerait trop les incapables.

Au sujet de l'unité, des moscovitaires ne se sont pas fatigués les ménages, ils ont adopté l'après-midi cette fameuse résolution de Saint-Omer, les yeux fermés et la bouche close.

Le lendemain matin, après avoir dormi et réfléchi, l'élite de la métallurgie a donné à la résolution de Saint-Omer la « suite » que voici :

Le Conseil fédéral national des Métaux unitaire désireux de se voir réaliser au plus tôt l'unité, après large discussion sur les moyens les plus appropriés à ce but décide que :

Chaque fois que la situation l'exigera, la Fédération Unitaire fera une demande d'action commune à la Fédération confédérée conformément aux décisions du dernier congrès fédéral et à la tactique suivie jusqu'à ce jour.

Dans chaque conflit, le syndicat unitaire de la localité proposera au syndicat confédéré une action commune. Les métallurgistes révolutionnaires, afin de ne pas créer un état de scission là où elle n'existe pas encore, doivent éviter de former des syndicats unitaires dans les localités où existent des syndicats des métaux confédérés. La réciproque, en ce cas, s'impose à la Fédération confédérée.

Le Comité national fédéral, certain d'interpréter la pensée et la volonté unanime de nos adhérents, estime que son désir sincère d'unité doit trouver son écho salutaire chez ceux qui opposent à sa réalisation la différence des conceptions, qui ne saurait être un obstacle dans la lutte contre le capital.

Puis il fut question des Comités d'usine et une résolution fut prise suivant le point de vue politique du P.C.

La main-d'œuvre étrangère, le Creusot, les jeunes ouvriers et diverses questions furent discutées.

Le C.N. se termina comme il avait commencé, dans la plus grande béatitude.

Le Comité des Forges n'a qu'à bien se tenir.

### Union des Syndicats de la Seine

## NOTE TRÈS IMPORTANTE

à tous les Comités Intersyndicaux

### Assemblée plénière des Commissions exécutives des Comités intersyndicaux

Dans le but de faire connaître et comprendre les propositions élaborées par la Conférence des C.I. du 9 décembre, l'Union des Syndicats de la Seine organise pour le samedi 19 décembre grande salle de l'Union des Syndicats de la Seine une assemblée plénière de tous les membres des C.E. des divers C.I.

Tous les Comités intersyndicaux auront à cœur de prendre toutes mesures pour assurer la présence du plus grand nombre de camarades possible.

Il importe en effet qu'un courant d'intérêt se manifeste plus vivace que par le passé en faveur de ces organisations locales qui, par leur importance, présente et future, méritent que les militants leur assurent vie et activité.

Les syndicats minoritaires et les minorités de ces syndicats ont pu être touchés assez facilement par notre correspondance. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les syndicats majoritaires ou du moins la minorité de ces syndicats.